

光啟雜誌

社會津

上海土山灣印書館發行

No 804-3

M2
C912.3
1

社會學

上海土山灣印書館印行

No 804-3



3 1796 1746 3

4000 6-30

MÉLANGES DE ZI-KA-WEI

N° 9

CODE SOCIAL



BUREAU SINOLOGIQUE
DE ZI-KA-WEI

光 啟 社

IMPRIMERIE DE T'OU-SÈ-WÈ

1930

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION.

	<i>article</i>
I. L'homme et la société	1
II. Sociologie, économie, morale	6
III. La société et les sociétés	9

CHAP. I. — La Vie familiale.

I. Constitution de la famille	11
II. La famille et l'entretien de l'espèce	14
III. La famille et l'éducation	18
IV. Alliance nécessaire des pouvoirs éducateurs	24
V. Les droits patrimoniaux de la famille	27
VI. La famille et l'organisation politique	31

CHAP. II. — La Vie civique.

I. Eléments constitutifs de l'Etat	32
II. Fondement naturel de l'autorité	36
III. Mission de l'autorité dans l'Etat	43
IV. L'activité libre des gouvernés	46
V. L'organisation chrétienne des classes	51
VI. L'Eglise et l'Etat	53

CHAP. III. — La Vie économique.

I. Le domaine propre de la vie et des lois économiques . . .	57
--	----

社會律目錄。

緒論。

第一節。人與社會	1
第二節。社會學,經濟學,與道德	6
第三節 社會與一般社會	9

第一章。人與社會。

第一節。家庭之組織	11
第二節。家庭與人種之維持	14
第三節。家庭與教育	18
第四節。教育權力聯合之需要	24
第五節。家庭之家產權	27
第六節。家庭與政治組織	31

第二章。公民生活。

第一節。國家組織之元質	32
第二節。主權之自然根源	36
第三節。權力在國家之使命	43
第四節。人民之自由動作	46
第五節。天主教各階級之組織	51
第六節。教會與國家	53

第三章。經濟生活。

第一節。生活與經濟公例之固有範圍	57
------------------------	----

社 會 律 目 錄。

第 二 節。戶口問題	60
第 三 節。生產原動力：自然界，勞動，資本	68
第 四 節。私有財產	74
第 五 節。繼承權	79
第 六 節。企業國有	82
第 七 節。同業組合與同人公會	91
第 八 節。企業之管理與工作之股分制度	97
第 九 節。罷工	99
第 十 節。正當價值，正當價格，重利	103
第十一節。證券，滙兌貨物之投機	109
第十二節。工資，家庭津貼，社會保險	114
第十三節。賦稅	121
第十四節。國家與經濟生活	128
第十五節。公益與博愛	134

第四章。國際生活。

第 一 節。國際間自然團體之存在	135
第 二 節。戰爭與國際之和平	137
第 三 節。國際聯盟會	139

第五章。超性生活，塵世生活之成功 140

TABLE DES MATIÈRES.

	article
II. Le problème de la population	60
III. Les facteurs de la production. Nature, travail, capital . . .	68
IV. Propriété privée	74
V. Héritage	79
VI. Nationalisation des entreprises	82
VII. Organisation professionnelle et syndicats	91
VIII. Gestion des entreprises. Actionnariat du travail . . .	97
IX. La grève	99
X. Juste valeur, juste prix, usure	103
XI. Spéculation sur les valeurs, les changes et les marchandises	109
XII. Salaire, allocations familiales, assurances sociales . . .	114
XIII. L'impôt	121
XIV. L'Etat et la vie économique	128
XV. Justice et charité	134

CHAP. IV. — La Vie internationale.

I. Existence d'une société naturelle entre les nations . . .	135
II. La guerre et la paix internationale	137
III. Société des Nations	139

CHAP. V. — La Vie surnaturelle.

Couronnement de la vie terrestre	140
--	-----



弁 言。

是書爲比國國際問題研究會 (Union internationale d'études sociales) 近刊。所有從事編纂校閱之經濟法律專家，皆屬歐洲各國名震全球之鴻儒碩學。

方今國民政府暨立法院，正在改訂各種律令，以應時世之需求。則是書於現代社會權利義務之真實原則，不無可資借鏡之處。此本社所以逡譯之歟。

民國十九年仲夏光啟社。

CODE SOCIAL

INTRODUCTION.

I. — L'homme et la société.

1. C'est l'homme et chaque homme, créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, qui est immortel, et non pas la société. C'est l'homme et chaque homme que Dieu a aimé et que Jésus-Christ a racheté.

Reconnaître que l'homme a une personnalité, une fin individuelle, ce n'est pas en cela que consiste l'individualisme.

Cette erreur pernicieuse tend, sous prétexte de développement individuel, à affranchir l'homme de toute dépendance.

2. Il n'est pas vrai que l'individu se suffise à lui-même. Si précieuses que soient ses facultés, il ne peut, sans la société, dans laquelle il est appelé à vivre, ni conserver son existence, ni atteindre la perfection de l'esprit et du cœur.

3. Si l'individualisme exagère les droits de l'individu, d'autres systèmes ont, au contraire, exagéré ceux de la collectivité.

社 會 律

緒 論。

第一節。 人與社會。

1. 人類肖造物以生，亘古永存，非爲社會。此人類所以邀造物之垂愛，而耶穌基利斯督所以捨身救贖也。

承認人類有個人品性及個人終向者，此非個人主義之謂也。

個人主義，藉口發展個性，實有縱弛人類任何服屬之傾向；此爲有危險之主義也。

2. 謂個人儘能自給，此非確論。人之官能，固至寶貴；然使離社會，而獨立，將無以保持其生存，且將無以發展其心性。

3. 持個人主義者，逾量張大個人之權利；持其他主義者，亦將反之，而逾量張大羣衆之權

利。個人主義視個人若神聖；社會主義視國家若神聖；而社會學家則視社會若神聖。

天主教之哲學思想家，則去其太甚；執兩用中以平衡之，即個人之尊嚴與社會之重要，兼籌並顧以求全體之發展。

4. 個人主義，在法律上，即以根本之主觀主義，表顯之。以絕對之自治權屬之個人，而以無範圍之價值界之個人權利。

十九世紀之各國憲法，多犯此弊。

5. 反之，實驗派之社會學，在法律上，即以根本之客觀主義。表顯之其言曰，社會與其分子較，地位既高越，時代又悠久，故此等分子所享之權利，除與社會有連帶關係而發生者外，別無何項權利可言。推此客觀主義之流極，必至否認人類之個體，並否認源於人類本性之一切權利，蓋此乃以社會為標的，而以個人為方法者也。

然而，人類實有一個體終向；社會者，助此

Tandis que l'individualisme défie l'individu, le socialisme défie l'Etat, le sociologisme positiviste défie la société.

A égale distance de tels excès, le penseur chrétien tient fortement les deux bouts de la chaîne, c'est-à-dire l'éminente dignité de la personne humaine et la nécessité de la société pour son épanouissement intégral.

4. Dans l'ordre juridique, l'individualisme se traduit par un subjectivisme radical qui attribue à la personne humaine une autonomie absolue, et aux droits individuels une valeur inconditionnée.

Les Constitutions du XIX^e siècle sont plus d'une fois tombées dans cet excès.

5. Réciproquement, le sociologisme positiviste se traduit, dans l'ordre juridique, par un objectivisme radical. La société étant, prétend-on, une réalité supérieure et antérieure à ses membres, ceux-ci n'ont d'autres droits que ceux dont l'exercice est commandé par la solidarité sociale. Pareil objectivisme aboutit à méconnaître la personne de l'homme et à nier les droits découlant de la nature humaine. Il fait de la société la fin, de l'homme un moyen.

Tout au contraire, l'homme ayant une destinée personnelle, la société est pour lui le moyen nécessaire qui l'aide à

atteindre sa propre fin. Ses droits découlent de sa nature. Mais ils subissent de la part de la société certaines limitations qu'impose la vie en commun. Par exemple, c'est un droit individuel de travailler, mais ce droit doit se plier à une réglementation du travail pour telle profession, tel milieu géographique.

II. — Sociologie, économie, morale.

6. La sociologie étudie les manifestations de la vie sociale, à la fois telles qu'elles sont et telles qu'elles devraient être. Elle cherche à déterminer les lois qui président à leur évolution et à établir les règles pratiques auxquelles il convient de soumettre les relations sociales pour les harmoniser avec la destinée humaine. Son objet intégral comporte donc une partie théorique et une partie pratique. Elle est dominée par les exigences de la morale. Le sociologue ne peut rien conseiller ni prescrire qui soit contraire à l'ordre voulu par Dieu.

7. La science économique observe, décrit et ordonne les relations humaines de collaboration, d'échange et de répartition qui se forment nécessairement dès que l'homme veut dominer la matière et satisfaire à ses besoins.

Elle est à la fois descriptive et normative: elle décrit des phénomènes; elle prescrit l'ordre qu'il convient d'introduire, en vue du meilleur aménagement du domaine terrestre, dans la succession des actes humains de collaboration et d'échange.

個體以達其本身標的之需要方法也。此類權利，根於其天性；惟爲社會計亦當畧受因公共生活而要之若干裁制。例如個人有工作之權，然或因職業關係，或因地域關係，當屈己以就工作之規制。

第二節。社會學，經濟學，與道德。

6. 社會學者，研究社會生活之現況與其應趨之軌轍；並設法規定倡導進化之律令，與設立能使社會關係與個人運命相協調之實施法則。故其全部旨趣兼綜學理與實施。惟社會學實爲道德需要所節制。故社會學者，對於造物之命，不能諍辯而違抗之。

7. 經濟學者，從事於觀察，表顯，整理一切人類互助，貿易，分配之關係，此類關係，乃自人類欲控制物質，以滿足其需要時，所成立者也。

故經濟學同時實有表顯與整理之職務。即一方表顯現象，一方爲世界得優良之調劑計，陳指人類互助，貿易，各種行爲歷程中應循之

秩序。

8. 在經濟學與道德間，實有種種密切之關係與溝通之情形。蓋政治經濟學所注意之業主，與賃戶間，廠主與工人間，國庫與納稅人間，出賣住者與受買者間，生產者與消費者間之人類種種關係，實不能免道德上良心之監視與判斷也。

由此原則，得一結論：即任道德保障之教會，實對經濟生活行使正當之監視者也。

第三節。社會與一般社會。

9. 人類生活乃發展於下列之數種社會中：

1°. 家庭社會，即人類受生及受教處也；

2°. 民眾社會，以發展生命為標的者也。

民眾社會以謀其各分子之公共利益為趨向。在此民眾社會或政治社會中，有種種範圍較狹之社會，或為科學，或為藝術，或為文學，或為工業而組織者也。此類社會之特點，即各趨一特殊之目的以贊助公共利益；

3°. 職業社會，以有組織，有規範之工作維持生命者也。此類社會，亦發展於民眾社會之

8. Entre l'économie et la morale, il y a des rapports nécessaires et compénétration véritable. Car les relations humaines dont s'occupe l'Economie politique, entre propriétaires et locataires, patrons et ouvriers, fisc et contribuables, vendeurs et acheteurs, producteurs et consommateurs, n'échappent pas au contrôle et au jugement de la conscience morale.

Une conséquence se dégage de ce principe: l'Eglise, gardienne de la morale, exerce un contrôle légitime sur la vie économique.

III. — La société et les sociétés.

9. La vie humaine se déploie dans un certain nombre de sociétés :

1°. La société familiale, où l'homme reçoit la vie et l'éducation ;

2°. La société civile, qui a pour fin de développer la vie. Elle pourvoit au bien commun des membres qui la composent. Au sein de la société civile ou politique s'organisent des sociétés de moindre envergure: scientifiques, artistiques, littéraires, industrielles. Ce qui caractérise ces sociétés, c'est qu'elles poursuivent chacune une fin particulière, coordonnée d'ailleurs au bien commun ;

3°. La société professionnelle, qui entretient la vie par le travail organisé et réglé. Elle se déploie dans la société civile ;

4°. La Société des Nations, qui embrasse les relations des peuples les uns avec les autres et coordonne ces relations pour que tous jouissent des bienfaits de la civilisation ;

5°. Enfin, la société surnaturelle ou Eglise, chargée de donner aux âmes une vie infiniment supérieure, la vie divine, de l'entretenir, de la développer et de la conduire à son terme supra-terrestre.

中；

4°. 國際社會，聯絡各民族之相互關係，使其益臻密切，以期均能享受文化之利益；

5°. 超性社會，即教會，其職志在與靈魂以一永久高尚之生命，即神聖之生命，並維持而發展之；且引導之使達超出塵世之終向。

第一章。 家庭生活。

10. 家庭爲人類受生之源， 啟發思想之最初學校， 了解教理之最初禱室也； 故凡足以破壞， 或搖動家庭者， 應抗禦之； 凡足以利其團結， 助其鞏固， 贊其興盛者， 應獎勵之。

第一節。 家庭之組織。

11. 家庭組織直接出於天性； 以婚姻爲原則爲基礎； 而婚姻則以雙方真實同意永不解除爲指歸， 經耶穌基利斯督提高而立之爲聖事者也。

12. 家庭者， 容涵夫婦結合之配偶社會， 與因婚姻美滿而滋生之父母子女之家長社會。（按家庭兼含養子與隸屬家長之僕人）。

父爲家庭之自然尊長。 母則爲享此權力者之輔佐人。 父亡， 母即代行職權而無所推諉。

CHAPITRE PREMIER.

LA VIE FAMILIALE.

10. La famille étant la source où l'on reçoit la vie, la première école où l'on apprend à penser, le premier temple où l'on apprend à prier, il faut combattre tout ce qui la détruit ou l'ébranle, il faut louer et encourager tout ce qui favorise son unité, sa stabilité, sa fécondité.

I. — Constitution de la famille.

11. La famille, institution directement issue de la nature, a pour principe et pour fondement le mariage, librement consenti et indissoluble, élevé par Jésus-Christ à la dignité de sacrement.

12. La famille comprend la société conjugale, qui unit les époux, et la société paternelle, qui unit, si le mariage a été fécond, les parents et les enfants issus du mariage.

Le père est le chef naturel de la famille. La mère est associée à cette autorité. Elle est appelée à l'exercer sans partage, à défaut du père.

13. L'autorité familiale, gérante du bien commun familial, a des devoirs et des droits, antérieurs et supérieurs à toute loi humaine. Ces devoirs et ces droits découlent de la fin assignée par la nature à la société familiale : unir les époux et, par suite, transmettre, entretenir, développer la vie jusqu'à la perfection morale, perpétuer l'espèce humaine.

II. — La famille et l'entretien de l'espèce.

14. Le régime du divorce est en opposition formelle avec la constitution de la famille.

15. La distinction entre la transmission légitime et la transmission illégitime de la vie s'impose au législateur.

16. Les pouvoirs publics, ayant l'obligation d'adopter et de consacrer, comme seule légitime, la loi de la transmission de la vie par la famille, doivent aussi réprimer tout ce qui porte atteinte à cette loi : propagande immorale, désorganisation du travail, mauvaise répartition des profits ou des charges publiques.

17. La famille a le droit d'être protégée contre les fléaux divers qui la menacent de dissolution : licence des rues, des spectacles, d'une certaine presse ; alcoolisme ; tuberculose ;

13. 管理一家公共財產之家長，具種種優越於一切人類法律之義務與權利，此類義務與權利，乃因大造昇家庭以一種標的而誕生者，即結合夫婦以從事於生命之傳衍維持發展，俾道德之修養益進，人種之傳播益廣。

第二節。家庭與人種之維持。

14. 離婚制度，與家庭組織，實相背馳。

15. 立法家在辨別生命之合法遺傳，與非法遺傳。

16. 政府權力，既負責確定藉家庭以傳衍生命之律令爲惟一合法事，則凡足以侵害是律者，皆當阻遏之：例如反道敗德之宣傳，工作秩序之破壞，公眾利益與義務不公平之分配等。

17. 家庭對於足以迫其解散組織之種種危害，有受保護之權利：例如街市，戲劇，報紙之敗壞風俗，酒精之流毒，肺病之傳染，陋屋之制度，新馬爾薩斯主義之宣傳皆是也（按馬爾

薩斯爲英國經濟學者；其學說有害於貧民階級，有害於家庭健康，故非所宜。（參觀下列第 62 條。）

第三節。 家庭與教育。

18. 兒童有受身體上，知識上，道德上，與宗教上養育之權利。養育責任，屬之父母。父母努力以盡此任務時，應受政府之保護。爲父母者，苟不履行此項教育義務，或履行之而不盡其量，即不得辭咎。即以父母侵害兒童權利論，蓋因兒童未能親自教育，其受教育之權利乃愈見尊崇。保護兒童權利之法制，當確切規定，以糾正父母之孱懦，怠忽，或紛亂；然亦須禁制第三者侵害父母之有效動作。

19. 以事實論，父母常不能全盡教育訓練兒童之任務。

學校之標的，在按需要情形，以補父母教育事業之不足；故學校教師，實爲父母之委任人。

凡教師在本身上雖極尊嚴，然在教育科

régime du taudis; néo-malthusianisme (art. 62).

III. — La famille et l'éducation.

18. L'enfant a droit à la formation physique, intellectuelle, morale et religieuse. Aux parents incombe l'obligation de procurer cette formation. Ils doivent être protégés dans leurs efforts en vue d'accomplir ce devoir. Eux-mêmes sont coupables lorsqu'ils n'accomplissent pas ou accomplissent insuffisamment leur tâche d'éducateur. Ils lèsent les droits de l'enfant, droits d'autant plus sacrés que le sujet n'est pas en état de les faire valoir par lui-même. Une législation protectrice des droits de l'enfant s'impose certes contre les parents incapables, négligents ou pervers, mais aussi contre les tiers qui porteraient atteinte à l'action efficace des parents.

19. Il résulte des faits que, le plus souvent, les parents ne peuvent pas assumer eux-mêmes dans tous ses détails la tâche absorbante de parachever l'œuvre d'éducation et d'instruction de l'enfant.

L'école a pour fin de compléter l'œuvre éducatrice des parents et de les suppléer autant qu'il est nécessaire, dans l'enseignement. Le maître est donc, par fonction, délégué des parents.

Les groupements d'instituteurs, si légitimes soient-ils en eux-mêmes, ne peuvent invoquer, en matière d'éducation, de

prétendus droits qui iraient à l'encontre des droits des parents.

20. Les droits des parents et ceux des maîtres qui les suppléent ne sont pourtant pas absolus. Ils s'harmonisent avec les droits de l'Eglise et avec ceux de l'Etat.

21. L'Eglise a, en matière d'enseignement, des droits qui lui viennent de son divin Fondateur : « Allez, a-t-il dit, enseignez toutes les nations, leur apprenant à garder tout ce que je vous ai commandé. »

L'Eglise a donc le droit d'enseigner par elle-même toutes les vérités religieuses, ainsi que les matières philosophiques, historiques, sociales, apparentées au dogme et à la morale.

Quant aux autres connaissances, l'Eglise jouit du droit qu'ont toutes les personnes — individus ou associations — de communiquer à autrui ce qui est vrai et, à cette fin, de fonder des écoles de tous les degrés : élémentaires, moyennes, supérieures.

En outre, elle a le droit de s'assurer que l'enseignement des matières apparentées au dogme et à la morale et même des matières profanes, lorsqu'il est donné par des maîtres qui ne relèvent pas de son choix, ne porte aucune atteinte aux vérités religieuses dont elle a la garde.

22. Quant à l'Etat, chargé du bien commun dans l'ordre temporel, il ne peut pas se désintéresser de la bonne éducation et de l'instruction des membres de la société civile. Il a, en matière scolaire, des devoirs et des droits de protection et de

目上，不能作一切違反父母權利之主張。

20. 父母之職權，與輔佐父母之師長之職權，均非絕對者，應與教會職權與國家職權相調劑。

21. 教會在教育科目上，有創造者（按即耶穌）所賦畀之種種職權。耶穌嘗謂：「爾往教導萬國；凡予所詔誥者，爾令其謹守勿渝。」

故教會有教誨宗教上一切真理之職權，且有教誨關於教理及倫理之哲學，歷史學，社會學之職權。

至若其他種種知識，教會亦如一般人，個人或會社，有以真理傳授他人之職權；並求達此標的計有設立初，中，高，各級學校之職權。

此外，教會，對於非其所選任之教師，有權保持彼輩講授宗教上道德上或時務上之科目，不與其負責衛護之宗教真理相牴觸。

22. 至若國家，既負現今秩序中，公共利益之責任，則對於民眾社會中眾分子教育，訓誨良窳不能漠不相關。對於學校科目上，亦有保護與

監視之義務與權利。且爲維持私人創制權計，應努力布置，俾各學校均受兒童家長之支配。

23. 凡職業，既與養成社會未來分子至有關係，其特性即在以一適當之家誨，助成其技術上職業上之準備；且職業當與一切專務基督化青年之各團體相一致。

第四節。教育權力聯合之需要。

24. 各種教育權力：若家庭，若學校，若教會，若國家，若職業，等之聯合，乃爲社會秩序之第一要素。

25. 此類聯合，乃假定創立學校者，無論其爲家庭，爲教會，爲國家，爲職業，皆能以一切合法之權力，履行其義務與行使其職務。

26. 苟一社會而失其一致之信仰，則國家對於其所建設，所維持之各種學校，當施以監察惟信仰相同之兒童乃得集合於一學校中。此等兒童依學校與教會間一致議定之方式而使受宗

contrôle. Il doit faire l'effort nécessaire, principalement en soutenant l'initiative privée, pour que des écoles soient mises partout à la disposition des parents.

23. La profession, étant intéressée à la formation de ses futurs membres, est qualifiée pour concourir par un enseignement approprié à leur préparation technique et professionnelle, d'accord avec les associations qui se consacrent à l'éducation chrétienne de la jeunesse.

IV. — Alliance nécessaire des pouvoirs éducateurs.

24. L'alliance des pouvoirs éducateurs : famille, école, Eglise, Etat, profession, est la condition primordiale de l'ordre social.

25. L'alliance suppose que dans toute école, qu'elle soit fondée par la famille, par l'Eglise, par l'Etat, par la profession, tous les pouvoirs légitimes pourront remplir leurs devoirs et exercer leurs droits.

26. Si une société ne possède plus l'unité de croyance, l'Etat veillera, dans les établissements d'instruction fondés et entretenus par lui, à ce que chaque école ne réunisse, autant que possible, que des enfants de même confession. Ceux-ci y recevront l'enseignement religieux selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'autorité scolaire et l'autorité ecclésiastique.

Si les circonstances exigent que des enfants appartenant à diverses confessions soient réunis dans une même école, il faut au moins que l'enseignement religieux soit donné séparément à chaque catégorie d'enfants par un maître qualifié.

V.—Les droits patrimoniaux de la famille.

27. La famille a le droit de posséder. Il convient même que la loi lui facilite l'acquisition d'un bien ou d'un domaine familial, et notamment la culture d'un fragment du sol national.

28. La transmission héréditaire du patrimoine doit être garantie à la famille sans que le bien familial soit amputé par d'excessifs impôts de mutation ou pulvérisé par le partage forcé en nature.

29. Le chef de famille sobre et honnête, qui remplit consciencieusement les devoirs de son emploi, doit pouvoir, par l'organisation sociale, trouver, dans son travail, les ressources suffisantes pour faire vivre et élever sa famille.

30. La famille a droit, au sein de la société civile, à la justice distributive. Les impôts, les charges, les tarifs, les subventions, les allocations de vie chère, les pensions d'invalidité doivent être établis non en fonction de l'individu seul, mais en fonction de la famille.

教之教育。

設不得已而集合信仰各殊之兒童於一校，則此項宗教教誨，至少應由一名教師分授於各類兒童。

第五節。 家庭之家產權。

27. 家庭有置產權。宜以法律便利其財產或家庭領域之取得，例如國家土地一部之耕種權是也。

28. 家產繼承之移轉，應畀家庭以保障，勿使家產移轉苛稅之重徵而滅絕，或以性質上之強迫分析而消失。

29. 凡誠實節儉之家長，運用家產以盡責任者，當能於公共組織中，獲得維持家庭生活之光分瞻養。

30. 家庭在民衆社會中，有受一切正當分配之權利。凡賦稅，補助金，生活津貼費，殘廢養老金等均不應以個人爲標準，而當以一家爲標準。

第六節。 家庭與政治組織。

31. 爲保障家庭權利計，家庭得派代表，出席於縣，區，國，各議會中。例如，家長除個人票數外，得就其統治之家庭，衡較重量而獲一相等，或相比例之票數。

VI. — La famille et l'organisation politique.

31. Il importe, pour garantir les droits de la famille, qu'elle puisse être représentée dans les assemblées de la commune, de la région, de la nation. Ainsi, à titre d'exemple, le père pourrait disposer, en sus de sa voix personnelle, d'un nombre de voix égal ou proportionnel à l'importance du foyer dont il a la garde.

CHAPITRE II.

LA VIE CIVIQUE.

I.—Éléments constitutifs de l'Etat.

32. L'Etat comporte trois éléments constitutifs : une société, un territoire, une autorité.

33. En tant que société, l'Etat se différencie des autres groupements humains d'ordre temporel par son extension et par sa mission supérieure. Il englobe et, dans certaines limites, régit des familles, des communes, des institutions diverses nées, par exemple, de l'exercice d'une même profession, du besoin d'entr'aide mutuelle, de la culture en commun de la science ou des arts.

34. L'Etat est souverain sur son territoire en ce sens que, dans l'ordre temporel, il ne relève point d'un super-Etat. Il a cependant, avec les autres Etats, des rapports d'interdépendance dont la réglementation appelle des organes juridiques supranationaux.

35. L'autorité de l'Etat a pour fonction la gérance du bien commun des membres qui le composent.

II.—Fondement naturel de l'autorité.

36. Dieu a fait l'homme social par nature. « Isolé de ses

第二章。 公民生活。

第一節。 國家組織之元質。

32. 國家合三種元質而成：曰社會，曰土地，曰主權。

33. 國家雖爲一種社會，然以其範圍之大，責任之重，與今世人類之他種團體有別。蓋國家在相當範圍內，包含且統轄家庭，市縣，及出自同業，互助，公共研科學，藝術之種種組合。

34. 凡國家在其領土內，有最高主權，即謂現今制度中，實無一超越國家而上之主權在。但國家與其他各國，實有互相資賴之關係，節制此項關係者，即當有國際仲裁機關。

35. 國家之權力，以整理其團體分子之公共利益爲任務。

第二節。 主權之自然根源。

36. 造物賦人類以社會生活之本性。良第十三

嘗謂：「人苟離其同類而獨立，即不能得生活所需要與其種種便益。並不能獲得心性上之完美發展。」凡孤立之家庭，實不足以保障吾人生存之充分發展。故民眾社會或政治社會實出於自然。

凡社會中苟無主權。決難存在，此種主權，即良第十三所謂，「常能切實使其同分子深有印一努力傾向公共利益之感想」是也。

故主權一如社會，亦出自自然，故亦可謂其出於造物。

由此原則，逕得斷論如下：反抗主權，即反抗造物建立之秩序。

不甯維是猶有一關係權力本身之斷論焉，即掌正主權者，乃造物所畀賦，令其爲人民服務者也。故服務公眾，即爲權力之唯一理由，權力範圍亦即以劃定之。

37. 主權雖爲造物所畀賦，然不能謂其即屬於某人或某家庭。造物並未指定掌握主權之人；惟

« semblables, a dit Léon XIII (Encyclique *Immortale Dei*), « l'homme ne peut se procurer ce qui est nécessaire et utile à la vie ni acquérir le parfait développement de l'esprit et du cœur. » La famille isolée n'est pas un milieu suffisant pour assurer le plein épanouissement de notre être et notre existence même. La société civile ou politique est donc naturelle.

Or, nulle société ne peut subsister sans une autorité qui, dit encore Léon XIII, « imprime efficacement à chacun des membres une même impulsion vers le but commun ».

L'autorité, comme la société, procèdent ainsi de la nature et, par conséquent, de Dieu lui-même.

Une conséquence résulte immédiatement de ce principe : résister à l'autorité, c'est résister à l'ordre établi par Dieu : *qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit* (S. Paul, Rom. XIII, 2).

Une autre conséquence regarde l'autorité elle-même : celui qui la détient est préposé par Dieu au service du peuple. Le service public est la seule raison de son pouvoir et en marque les limites.

37. Si l'autorité vient de Dieu, elle ne se présente pas sous la forme de donation à tel individu ou telle famille. Dieu ne désigne pas le détenteur humain du pouvoir. Il ne l'a fait

qu'exceptionnellement, dans l'histoire du peuple juif, à raison de la vocation spéciale de ce peuple.

38. Dieu ne détermine pas davantage le mode de désignation des gouvernants et les formes de la Constitution. Ces contingences dérivent de faits humains, par exemple d'une longue tradition, ou d'une Constitution écrite.

La légitimité du pouvoir n'étant providentiellement liée à aucune forme de gouvernement, il ne saurait y avoir de monarchie de droit divin, pas plus que d'aristocratie ou de démocratie de droit divin.

L'Eglise catholique, dans ses rapports officiels avec les Etats, fait abstraction des formes qui les différencient, afin de traiter plus librement avec eux des intérêts religieux des peuples.

Ainsi, elle admet, autant que toute autre, la forme démocratique, c'est-à-dire la participation plus ou moins grande du peuple au gouvernement.

Le citoyen n'a pas le droit de vivre dans l'indifférence et de se désintéresser de la participation plus ou moins grande au gouvernement qui lui a été reconnue dans grand nombre d'Etats. Il a le devoir d'exercer en conscience les fonctions politiques qui lui ont été dévolues.

以例外情形，在猶太民族歷史中，以其民族特殊之聖召，嘗經一度指任之。

38.造物亦不規定產生統治人之形式，與憲法之方案。此類偶然情形乃隨人類事實，而推遷；例如：或原於一種久遠之習慣，或原於一種成文之憲法。

權力之合法性，非受天明命而與任何政體相關連；故既不能有神權之君主政體，亦不能有神權之貴族政體或民主政體。

天主教，與各國正式之交際，不問國體政體之如何；祇求教會之利益不受妨害，得以自由措置而已。

是故天主教會之贊許民主政體，正與其他政體相同，此類民主政體，人民亦得分取若干政治權也。

凡公民者，不能不問國事，並對於其所承認之政府，不能不作政治上多少之參與，且亦有確切行使其所固有之政治上任務之責任。

39. 故在理論範圍中，天主教徒，一如任何公民，同有表同情於一種政體之完全自由，其取舍之標準，即以此等不論任何方式之政體，本身上不與循理之現象，或與天主教之教義相衝突爲要件。

然此類政體問題，不可不以事實爲前提，故無論何人，均當承受業經成立之政府，絕不可於合法軌轍以外，企圖傾覆或變更政體。若對人民而承認其對於政體，或有首領，有激烈反對之自由權，即無異在政治社會中永置擾亂與革命之根源。故惟政府有令人不堪忍受之暴政，或有剝奪公民根本權利之著明事迹，而一切補救方法又均歸無效，然後國民乃得享從事革命之權。

40. 凡國家權力，決非漫無限制。凡適合於社會各分子之公共利益者，國家皆得措置之；國家權力，惟此而已。

爲行使權力計，武力固爲一種必需之方法；失武力之運同，權力即無以盡其任務。

39. Dans l'ordre spéculatif, les catholiques ont donc, comme tout citoyen, pleine liberté de préférer une forme de gouvernement à l'autre, précisément en vertu de ce qu'aucune de ces formes spéciales ne s'oppose par elle-même aux données de la saine raison ni aux maximes de la doctrine chrétienne.

Mais comme, en pareille matière, on est inévitablement placé devant des réalités pratiques, tous les individus doivent accepter les gouvernements établis et ne rien tenter, en dehors des voies légales, pour les renverser ou pour en changer la forme. Reconnaître aux individus la liberté de faire une opposition violente soit à la forme de gouvernement, soit à la personne de ses chefs, équivaldrait à installer dans la société politique, à titre permanent, le désordre et la révolution. Seules une tyrannie insupportable ou la violation flagrante des droits essentiels les plus évidents des citoyens donnent, après échec de tous les autres moyens de redressement, ouverture au droit de révolte.

40. L'autorité de l'Etat est loin d'être illimitée. Il peut ordonner tout ce qui est conforme au bien commun des membres de la société, et cela seulement.

La force matérielle est, sans doute, pour l'autorité, un moyen tellement indispensable qu'en perdant l'usage de cette force elle devient inapte à l'exercice même de sa fonction.

Mais l'emploi de la force est subordonné à la fin sociale, qui relève elle-même de la raison.

La loi est donc un précepte de raison édicté pour le bien commun par celui qui dispose de l'autorité légitime. Dès lors qu'elle cesse d'être un précepte de raison, elle perd sa nature propre et n'oblige plus. La loi promulguée par l'autorité légitime est présumée conforme à la raison.

La prudence et la crainte d'un plus grand mal pour la société peuvent conseiller aux individus d'obéir à une loi qui n'oblige pas. Mais si une telle loi ordonnait formellement des actes ou des omissions contraires, soit à la loi naturelle, soit à la loi positive divine, alors chacun devrait obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes.

41. L'Etat est perpétuel de sa nature. Il en résulte que les traités qu'il passe et les obligations, pécuniaires et autres, qu'il assume, l'obligent, quels que soient les changements qui peuvent intervenir dans les personnes physiques qui l'incarnent et dans les formes politiques dont il est revêtu.

42. L'Etat est une personne morale. Il se compose, à la vérité, d'individus substantiellement distincts. Mais ces individus forment un tout unifié par la convergence de leurs activités raisonnables vers la fin pour laquelle ils sont constitués en groupement politique.

然武力之運用，當以社會標的爲依歸，而社會標的起於理性。

故「法令」實爲一種理性之命令，而掌合法主權者，爲公共利益計而頒佈者也。故法令苟失其爲理性之命令，即喪失其固有之性質，而不能責人奉行矣。然合法主權所頒佈之法，固應推測爲適於理性。

恐社會引起較大之危害，對於不當奉行之法令，固可相率勉強承受。然苟是項法令頒布違反自然律，或宗教科律之種種條例，則與其聽命於人不若聽命於造物。

41. 國家爲永久性。故其所締結之條約，與其所擔負金錢等類之義務，無論其代表人物與其政體若何變化，均當盡力履行之。

42. 國家爲一法人。實爲形體各殊之個人所組成。而此類個人之所以組成一個整體者，實因各以合理之動作奔赴一標的，此標的乃各個人對政治而團結之原因也。

國家既爲形體各殊之個人所集合，故其所掌握行使者，祇限於人類之權利與義務，惟其範圍較廣已耳。故國家一如個人，受道德律與正義規條之支配。且在國際關係中，亦不能避免遵奉此類道德律與正義規條之責任。

爲貫達社會標的計，國家掌握合法之權力範圍雖廣，形式雖異，而其運用也，不能與個人異。

國家人格，非出人爲之規定，乃源於自然之趨勢。

第三節。 權力在國家之使命。

43. 權力，既以經營公共利益爲任務，則首當衛護及保障其所函容之個人與團體之權利。蓋此類權利，若被侵奪，國家所擔任保護之公共利益，將蒙深切不幸之影響；反之，尊重個人權利，實能贊助公眾利益之發展。是故必須具一種預防越軌，阻遏反動，懲治罪犯之能力。

Dès lors, groupement unifié d'individus qui demeurent substantiellement distincts, l'Etat n'a et ne peut avoir que des droits et des devoirs humains, mais agrandis, élargis. Il est donc soumis à la même loi morale et à la même règle de justice que les individus. Dans la sphère de ses rapports avec les sociétés semblables à lui, c'est-à-dire les autres Etats, il n'échappe pas à l'obligation de respecter cette loi et cette règle.

Il est indispensable, pour que la fin sociale puisse être atteinte, que l'Etat soit juridiquement sujet de droits, à la façon des individus, quoique dans une sphère plus étendue et avec des modalités propres.

Cette personnalité ne découle pas du droit positif, mais de la nature même.

III. — Mission de l'autorité dans l'Etat.

43. Gérante du bien commun, l'autorité doit d'abord protéger et garantir les droits des individus et des collectivités qu'elle enveloppe. Car la violation de ces droits a un retentissement profond et néfaste sur le bien commun dont l'Etat a la charge, tandis qu'au contraire le respect des droits de chacun favorise le développement du bien de tous. Il faut donc un pouvoir capable de prévenir les abus, de contraindre les récalcitrants, de punir les délinquants.

44. L'autorité de l'Etat doit encore s'employer à favoriser, pour l'ensemble des membres de la société, l'accroissement des biens matériels, intellectuels et moraux.

45. Il n'en résulte pas que, dans tous les domaines de l'activité humaine, c'est l'Etat qui doit pourvoir à tout.

D'abord, il n'est pas chargé de conduire les hommes à la félicité éternelle. Ce soin regarde l'Eglise, que l'Etat peut et doit aider, sans se substituer à elle.

Même dans le domaine temporel, l'Etat rencontre, en tant que pourvoyeur du bien commun, l'initiative privée, individuelle et collective, qui, elle aussi, a une certaine force pour réaliser un bien, soit commun à plusieurs, soit même commun à l'ensemble du corps social.

Quand cette initiative est efficace, l'Etat ne doit rien faire qui puisse gêner ou étouffer l'action spontanée des individus et des groupes. Mais quand elle est insuffisante, l'Etat doit l'exciter, l'aider, la coordonner et, s'il y a lieu, la suppléer, la compléter.

Cette manière de pourvoir au bien commun des sociétés temporelles n'est qu'une imitation de l'action de Dieu dans le gouvernement général du monde. Celle-ci fait concourir aux

44.爲社會各分子之全局計，國家之權力，當用以利便種種物質上，精神上，道德上公眾利益之發展。

45.但由此推論，不能即謂人類一切設施之範圍，悉宜由國家任其全責。

蓋國家不負引導人民於永遠真福之責任。此乃教會所有事；國家僅能協助，而不當越俎代謀也。

即在現行制度中，國家雖以建設公眾利益自任，然亦當贊同個體與集體之私人建設，蓋是亦一種力量足以實現數人間之公益，或社會全體之公益也。

當此項建設收有實效時，國家不當妨礙或摧殘個人與團體之自動設施。但當其力量未充時，國家當鼓勵之，援助之，整理之，且遇必要時，更當代理之，補充之。

此類爲現今社會謀公益之情狀，亦惟則效大造所以統治寰宇之措注已耳。大造之措注亦

惟本其救世之懷，扶助世人自由進取等之種種願力已耳。

國家亦當按照一種全體計劃，使中央權力協助一切國家設施，至對此項全體計劃，則祇須定其大綱；並在可能範圍內，設法以其執行權委諸個人。

第四節。 人民之自由動作。

46. 人類原有優先且超越於任何制定法之種種權利。是即個人，家庭，法人之權利。

此類權利出於人類本性，即合理而又自由之本性也。

47. 法律應保護個人之自由，不僅一切外界侵害，宜事阻遏，即一切自由權之逾越軌範，亦當設法防止。

蓋任何自由之行使，均有變為放縱之可能。故劃分權利之界限，規定權利之行使，其責皆應由國家法律負之。

48. 近代各國憲法尤注意闡發人類所共有之

desseins de sa volonté salvatrice toutes les forces, y compris celles des activités libres.

De même, l'Etat fera coopérer le pouvoir central et toutes les activités nationales suivant un plan d'ensemble dont il doit fixer les grandes lignes et dont il abandonnera, autant que possible, l'exécution aux individus.

VI. — L'activité libre des gouvernés.

46. La personne humaine a des droits antérieurs et supérieurs à toute loi positive. Ce sont ceux des individus, des familles, des personnes morales.

Ces droits découlent de la nature humaine, raisonnable et libre.

47. La loi doit protéger la liberté de la personne non seulement contre les atteintes extérieures, mais contre les dérèglements de la liberté même.

Car tout usage de la liberté est susceptible de dégénérer en licence. Il appartient donc à la loi de marquer les limites et de régler l'exercice des droits.

48. Les Constitutions modernes se sont particulièrement attachées à dégager et à proclamer les corollaires, tant de la liberté personnelle que de l'égalité de nature qui sont communes à tous les hommes. Elles l'ont souvent fait sous l'influence

des systèmes philosophiques qui exagèrent l'autonomie de la personne humaine.

49. Dans l'énoncé et la réglementation juridique des corollaires de la liberté personnelle, le législateur ne doit jamais perdre de vue que la liberté humaine est sujette à faillir et que, dès lors, il importe de ne pas confondre l'usage et l'abus des facultés qu'elle comporte.

C'est pourquoi l'usage du droit de posséder, du droit de publier sa pensée par la presse et l'enseignement, du droit de se réunir avec ses semblables et de s'associer avec eux, n'est, en principe, légitime que dans les limites du bien.

Il appartient à l'autorité de tracer les frontières au delà desquelles l'usage du prétendu droit deviendrait licence. Ce n'est qu'en vue d'un mal plus grand à éviter ou d'un bien plus grand à obtenir ou à conserver que la puissance publique pourrait « user de tolérance à l'égard de certaines choses « contraires à la vérité et à la justice » (Léon XIII, Encyclique *Libertas*).

50. Dans l'énoncé et la réglementation juridique des corollaires de l'égalité de nature, tels que égalité devant la loi, devant la justice, devant l'impôt, devant les fonctions publiques, il est nécessaire que le législateur tienne compte, non seulement de l'égalité de nature, mais des inégalités accidentelles, qui peuvent rendre les individus plus ou moins aptes à l'exercice de telle ou telle faculté.

Par exemple, il ne saurait permettre, sous prétexte d'éga-

個人自由與天賦平等；惟爲各派學說所左右，往往有過事擴張個人自治力之流弊。

49.在以法律程式宣告及規定個人自由權時，立法家決不當忽視人類自由權之極易逾分，故必將自由權之使用處與其縱肆處慎加辨別。

是故財產管領權，言論自由權，與集會結社自由權之行使，在原則上，皆以不背於善爲正當。

國家應負責劃一界限，苟逾此限自由權之行使，即爲軼規行動。惟國家爲避免較大之危害計，或爲獲得較大之利益計，對於違反真理與正義之事務，得取容忍之態度。

50.在法律上發表，及規定天賦平等權：如法律上平等，正義上平等，賦稅上平等，公共職務上平等，之條例時，立法者非第宜垂意於天賦之平等，又宜垂意於偶然之不平等，蓋是乃使個人得以鍛鍊其官能也。

例如，不能藉口平等，而准許不知誰何之

人(或爲博學士,或爲無知識者),皆有治病之權。

第五節。 天主教各階級之組織。

51.凡利益,職業,教育,生活,習慣,及經濟支配相同者,其同階級之各分子往往有密切團結之傾向,以期維護,提高其特殊之公共利益。

52.凡一階級苟能以一區域之公共利益爲依歸,苟能自視如社會廣汎組織中之一分子,苟能有與其他階級相聯合之傾向,則此階級之組織,即爲正當。

凡一階級之局部標的,在天然協調之全社會標的中,不居最高地位。

在此類節制中,凡互助,合作,協助,傳道,種種正當之標的,均可以天主教,各階級組織之方法追求之。

第六節。 教會與國家。

53.教會與國家非追求同一標鵠。教會能與

lité, à n'importe qui, savant ou ignorant, d'exercer la profession médicale.

V. — L'organisation chrétienne des classes.

51. La similitude d'intérêts, d'occupations, de culture, d'habitudes de vie, de mode de participation à la répartition des biens économiques, crée entre membres d'une même classe une tendance à se grouper d'une manière plus intime en vue de défendre et de promouvoir leur bien commun particulier.

52. La classe s'organise sur des bases légitimes, quand elle se subordonne à l'intérêt général de la cité, quand elle se comporte comme un élément constitutif de l'organisation plus générale de la société et quand elle tend à l'union avec les autres classes.

Les fins particulières de la classe ne sont pas au rang suprême dans la hiérarchie naturelle des fins sociales

Sous ces réserves, des fins légitimes d'entr'aide, de collaboration, d'assistance, d'apostolat, peuvent être poursuivies par le moyen des organisations chrétiennes des classes.

VI. — L'Eglise et l'Etat.

53. L'Eglise et l'Etat ne poursuivent pas la même fin. L'Eglise procure aux hommes la vie surnaturelle de la grâce

ici-bas et celle de la gloire là-haut. L'Etat procure aux hommes la paix et les progrès temporels. L'Eglise, comme l'Etat, dispose de tous les pouvoirs propres à sa fin.

54. Des rapports sont fréquents et nécessaires entre l'Eglise et l'Etat, car, sur un même territoire, les deux sociétés commandent aux mêmes sujets, et l'activité des deux pouvoirs est attirée sur certains objets communs.

Il y a des matières purement spirituelles, qui se rapportent à la vie surnaturelle des âmes, comme le symbole de la foi, l'administration des sacrements; il y a des matières purement temporelles, qui se rapportent à la paix et au progrès terrestres, comme la police, l'hygiène, les voies de communication, la défense nationale; mais entre les matières purement spirituelles et les matières purement temporelles existe une sphère assez étendue de matières mixtes: celles où les intérêts et la fin des deux sociétés, Eglise et Etat, sont engagés, où le spirituel et le temporel sont indivisiblement mêlés; par exemple, la matière du mariage, celle de la propriété ecclésiastique.

55. Les moyens de régler les rapports de l'Eglise et de l'Etat varient en fait et se ramènent plus ou moins aux quatre régimes suivants:

人類在世上，以聖寵之超性生命；在身後，以光榮之超性生命。國家則祇能與人類以當代之和平與進步。教會，一如國家，能運用一切適於貫達標的之權力。

54. 教會與國家之關係，繁多而需要，因斯二社會在同一領土上，指揮同一之人民，而此二種權力之運用，實爲一種公的所驅使也。

有屬於靈魂之超性生命者，是爲純粹性靈事務，例如信仰之條例，聖事之授與；有屬於世界之和平與進步者，是爲純粹當代事務，例如警政，衛生，交通，國防；然在純粹性靈事務與純粹當代事務之間，有一種範圍較廣之混合事務：即教會與國家，二社會在標的上在利益上彼此關連之事務，亦即宗教與世務不可分離之事件，例如婚姻事件及教會財產事件。

55. 凡規定教會與國家間關係之方法，隨事實而變遷，歸納言之，可括於下列之四項制度中：

1°. 國家雖在一切純粹當代事務上，操無上主權，然亦完全承認教會在純粹性靈事務上，握絕對主權，且常與教會聯合處理混合事務，俾臻和協。關於此點，國家亦承認教會有性靈標的上推出之最上權力，國家自身亦任宣揚基督教之責。

2°. 第二項制度，則適與前者完全相反。以預防紛糾爲口實，措置當代事業之國君握民事上之最高權，以濫行干涉教會事業，不問其爲政教混合事務或爲純粹性靈事務，皆參預之。

3°. 此外，歷史上猶載其他二項制度。

其一、以契約，或如人所云，以「法王與國王締結之協約」（即「政教條約」）之方法解決兩社會之糾紛。此項協約，常含兩大權力對於一切絕對權與要求雙方相互之退讓。

4°. 其他，則以國法所以待遇一切團體者待遇教會而稍加增損焉，並畀以公法上之待遇，既不加以限制，亦不予以特權。

a) Le pouvoir civil, tout en exerçant son autorité souveraine dans les choses purement temporelles, reconnaît pleinement la souveraineté de l'Eglise dans les choses purement spirituelles, et s'unit à elle pour régler en parfaite harmonie les choses mixtes. Il reconnaît à cet égard les droits que tire l'Eglise de la prééminence de sa fin spirituelle. L'Etat lui-même fait profession publique de catholicisme.

b) Un second régime est tout l'inverse du précédent. Sous prétexte de prévenir des conflits fâcheux, le souverain temporel invoque une prétendue suprématie du pouvoir civil, pour intervenir abusivement dans les choses de l'Eglise: matières mixtes et même matières purement spirituelles.

c) L'histoire enregistre deux autres régimes.

L'un consiste à régler par voie de convention ou, comme l'on dit, de «Concordat», les rapports des deux puissances. Tout concordat implique des concessions réciproques sur les droits stricts ou les revendications des deux pouvoirs.

L'autre consiste à faire à l'Eglise le traitement plus ou moins large accordé par les lois du pays aux associations, à lui ouvrir sans restriction, comme sans privilèges, le régime du droit commun.

56. De ces quatre régimes, le premier est supérieur à tous les autres. Il unit harmonieusement les deux pouvoirs à la façon de l'âme et du corps dans le composé humain. Il concourt à la paix et au bien-être, même temporel.

Le second ne relève d'autre principe que du bon plaisir ou de l'intérêt prétendu du pouvoir civil et de la contrainte brutale. Il est donc à rejeter absolument.

Le troisième et le quatrième, tout inférieurs qu'ils soient au premier, sont recevables en certaines conjonctures, notamment dans les pays où l'unité de foi a été brisée.

Toutefois, le quatrième n'est supportable que si le droit commun des associations est suffisamment large et souple pour que la vie temporelle de l'Eglise puisse s'y encadrer sans contrainte et sans diminution.

Ce quatrième régime serait, d'ailleurs, inexactement désigné sous le nom de « séparation de l'Eglise et de l'Etat », car, en fait comme en droit, des rapports sont toujours nécessaires entre les deux pouvoirs et ne sauraient être laissés à l'arbitraire et au hasard.

56.在此四制度中，以第一制度爲最優勝。蓋能調協兩大權力，如人之體魄於性靈然。即以當代事業論，此項制度亦有協助和平安適之功效。

第二制度，則祇出於專制民政縱恣自便之欲望與利己私念，所取原則，惟此而已。故須絕對拋棄之。

若第三，第四制度，雖不及第一制度，而或遇相當情狀，亦未嘗不可採取：宗教信仰不一致之國家，即其一例也。

雖然，第四制度之所以能容納者，亦惟團體公法能有充分寬柔之性質，俾教會之當代生活得以適合於其中而無橫受強制貶損之虞而已。

且此第四制度不得以「政教分離」制度目之也，蓋無論以事實論或以法律論，此兩大權力間常有必要之關係，而不能任其自然消長也。

第三章。 經濟生活。

第一節。 生活與經濟公例之固有範圍。

57.經濟生活者，概括人類一切關係，而以世界資力適於人類需要，爲標的。

58.經濟學者稱「經濟公例」，爲種種經濟事實間一種相繼或相聯之關係。

凡經濟公例，不當與具有經濟反應之物理公例相混。

凡嫡系之經濟公例，均與人之行爲有關。蓋此等經濟公例均自心理學，歷史學與觀察所得之事實演繹而成。

凡經濟法則，均能按其所供給之活動要素，引起惡劣或違背正理之結果。例如，一種生產或一種經營有過量之供，即足令此類物產貶價。

故用一種適當組織，預防某種經濟公例之

CHAPITRE III.

LA VIE ÉCONOMIQUE.

I. — Le domaine propre de la vie et des lois économiques.

57. La vie économique embrasse les relations humaines qui ont pour fin l'adaptation des ressources terrestres aux besoins humains.

58. Les économistes appellent « loi économique » l'expression d'un rapport de succession ou de concomitance entre des faits économiques ou des groupes de faits économiques.

Les lois économiques ne doivent pas être confondues avec les lois physiques qui ont des répercussions économiques.

Les lois économiques proprement dites se rapportent à des actes humains. C'est la psychologie, l'histoire et l'observation des faits qui permettent de dégager ces lois.

Les lois économiques peuvent entraîner, d'après les conditions d'activité qu'on leur fournit, telles conséquences, malfaisantes ou injustes. L'offre trop considérable d'un produit ou d'un service, par exemple, entraîne sa dépréciation.

Il est donc souvent nécessaire de prévenir, par une

organisation appropriée, l'application de telle ou telle loi économique. L'inflation monétaire a des suites inéluctables; mais l'inflation elle-même peut être évitée.

59. Les phénomènes économiques étant du domaine humain, l'interprétation qui en est donnée requiert une connaissance exacte de la nature humaine et des facteurs impondérables, d'ordre psychologique et moral, qui réagissent sur l'activité humaine; elle s'appuie sur l'emploi d'une foule de données non statistiques. Dans ce travail d'interprétation interviennent nécessairement les notions métaphysiques sur la nature humaine, son origine, sa destinée, la valeur des hommes les uns par rapport aux autres, et leurs relations entre eux.

C'est dans la philosophie chrétienne que l'économiste catholique doit chercher ces notions s'il a le souci de rester logique avec lui-même et de garder l'unité de l'esprit.

II. — Le problème de la population.

60. La vie humaine est la richesse par excellence.

L'abondance de la population est donc un bien, mais appelle des mesures appropriées pour l'entretien de cette population.

發現，恒爲要圖。例如，貨幣之過剩常引起不可抵抗之結果；然過剩自身之事實，固可預防者也。

59.經濟現象，均在人類範圍以內；故欲釋明其內容，先須就人類本性，與支配人類動作之心理上，倫上之潛勢力，求得一種確當知識；此項釋明即根據於引用一種不屬統計之已知考證物。在此釋明之工作中，且必須參加原理學之各種學說，係於人類之本性，於其原始，於其終向，於其人與人間之價值，與其相互間之關係者。

故天主教經濟學者，爲合於論理與聯合思想計，當探索此等學說於天主教哲理中。

第二節。戶口問題。

60.人類生命實爲至可珍貴之富力。

故戶口繁盛實爲一種財產；但亦須有適當之方法以維持其繁盛。

61. 在人民之生殖力與國家之養育力間，乃有互相毗倚之關係。忽遇儻來狀況在特定區域中，物質上資力之不足，有時亦足阻礙戶口之突進。然亦不能因此即謂必須限制人口之繁昌，例如，主張婚姻之遲延。蓋為家庭，社會計，凡事固儘可聽命於造物也。

62. 凡獨身，遲婚，以及夫婦間之絕慾，在本身絕無不道德之可言。力行於超性或本性範圍，能為有價值之裁節。

夫舊約全書創世記所載「繁殖」之說，原非強人人以傳種之責任：例如有人欲盡力於與家庭任務不能相容之職務，則獨身實優於家室。

現行之戶口問題，對於宗教上獨身之原理，無所變更，反加一新原理焉。蓋所謂繁殖問題者，實一道德問題；而傳教士，乃任啟發良知之使命者也。

教會修士，苟不保持宗教上之獨身，即不能

61. Entre la puissance génératrice des hommes et la puissance nutritive des Etats, des rapports d'interdépendance existent. L'insuffisance des ressources matérielles peut parfois, à raison de circonstances accidentelles et dans des régions déterminées, opposer une résistance à l'essor de la population. Mais il ne s'ensuit pas qu'il faille imposer aux hommes la limitation de leur fécondité et notamment l'ajournement du mariage. Car, d'une manière générale, il y a lieu, pour les familles et les sociétés, de faire crédit à la Providence.

62. Le célibat, l'ajournement du mariage, la continence conjugale n'ont par eux-mêmes rien d'immoral. Pratiqués sous l'empire de motifs surnaturels ou même naturels, ils peuvent impliquer des sacrifices méritoires.

Le précepte de la Genèse *crescite et multiplicamini* n'impose pas à tout individu le devoir de transmettre la vie : pour un certain nombre de personnes, vouées à l'exercice de fonctions peu compatibles avec les charges de famille, l'abstention est une condition supérieure à l'état de mariage.

Le problème actuel de la population, loin de rien changer aux raisons du célibat ecclésiastique, y vient au contraire ajouter une nouvelle raison, puisque le problème de la population est surtout une question morale et que le prêtre a pour mission d'éclairer les consciences.

Or, le sacerdoce ne remplirait que d'une façon imparfaite

sa fonction morale sans le célibat ecclésiastique.

Quant au mariage, il a pour fin l'union des époux et, par suite, la transmission de la vie. Du moment où les époux usent des droits sexuels que le mariage leur confère, ils sont rigoureusement tenus de ne rien faire qui puisse détourner l'exercice de ces droits de leur fin légitime, c'est-à-dire la procréation. Toute entrave volontaire, opposée à cette fin, est une faute grave. Le néo-malthusianisme, cause de dépopulation, est essentiellement immoral. En outre, il prépare la ruine certaine des nations.

63. L'insuffisance du logement pour un très grand nombre de familles de la classe moyenne et populaire, le poids des dépenses domestiques et des charges publiques, rendent particulièrement onéreuses et méritoires la procréation et l'éducation d'une nombreuse progéniture. Une saine politique de population sera donc, avant tout, une politique familiale. Elle comporte tout un programme d'habitations à bon marché et de transports en commun, de coopération et de dégrèvements fiscaux au profit des familles nombreuses. Le régime des allocations familiales, qui tend à entrer dans les mœurs, assure, comme il sera dit plus loin, sous la rubrique du salaire (art. 120), une meilleure péréquation des ressources et des charges familiales.

64. Une saine politique de population décongestionne les régions surpeuplées, crée, par la colonisation et l'émigration,

完全履行其倫理上之職務。

至若婚姻、則以夫婦之聯合爲標的而以生命之遞傳爲效果。夫婦一經行使其婚姻所畀之配偶權，則對於凡足以妨礙此權之行使者，悉當拒而不爲。蓋此合於正當標的即生育權是也。凡違此標的之任何節制，均爲重大過愆。新馬爾薩斯主義（見第17條），既爲人口減減之原因，故根本上違背道德。不甯維是，且有釀成民族衰敗之危險焉。

63.多數平民，或因屋舍之不足，或因家庭消費與公共負擔之重，覺子女繁殖與教育責任之重累。故優良之人口政策，即家庭政策也。人口政策者，包涵低價居住，公共運輸，共同合作，與輕減賦稅以利人口繁多之家庭之計劃也。若有關地方習俗之補助家庭制度，則能在工資間此節保證各種資力與家庭負擔之完善支配法，題下，將於下文詳論之。

64.凡優良之人口政策，必於人口過密之區，

從事散析而以合法之移殖與遷徙，造成邑聚。且常極意經營，保持城市戶口與鄉村戶口間之平衡。

65. 今日移民現象既極廣播，則各國自不得不負相當之義務。

此等義務，一方關係移民所自出之國，一方關係移民所欲往之國。

移民出境之國，應極端注重移民之物質上，精神上，宗教上之情形，並利便其居住地風土之服習。

移民入境之國，應竭力維持國民與移民間，聚居一地，共同生活之和協。並決不應忽視移民精神上之生活實為一種經濟上有力之主動力，因宗教實為社會利益之最高尚者。

移民入境之國，限制移民入境時，亦不能不注意人類全體最高之利益，與世界均勢維持之需要。

66. 移殖人民，換言之，即一種民族以合理

méthodiquement orientées, des foyers de peuplement. Elle veille avec le plus grand soin à assurer l'équilibre entre la population des villes et celle des campagnes.

65. Le phénomène, aujourd'hui si répandu, de l'émigration, impose des obligations aux Etats.

Elles regardent, d'une part, le pays d'où partent des émigrants ; de l'autre, le pays où ils vont.

Le pays de provenance doit se préoccuper de la condition matérielle, morale, religieuse des émigrants et faciliter leur acclimatation.

Le pays de destination doit s'efforcer de rendre pacifique et cordiale la vie commune, sur le même sol, entre les nationaux et les immigrants. La vie spirituelle des immigrants est loin d'être, du point de vue économique, un facteur négligeable, car la religion est le bien social par excellence.

Le pays de destination, en limitant l'immigration, ne peut faire abstraction des intérêts supérieurs de l'ensemble de l'humanité et de la nécessité de maintenir l'équilibre mondial.

66. La colonisation, c'est-à-dire l'action méthodique d'un

peuple organisé sur un autre dont le développement est manifestement insuffisant, ou sur un territoire vacant, est légitime.

En tout état de cause, le droit de souveraineté des chefs indigènes et le droit de propriété de leurs sujets doivent être respectés dans leur exercice légitime

Il serait injuste de tirer d'une colonie ou d'un pays de protectorat des avantages qui seraient au détriment de son propre avenir. Sacrifier d'une manière systématique la colonie à la métropole, c'est là une politique contraire à la fois au droit et à l'intérêt même métropolitain.

Toutefois, il n'est pas défendu à un Etat de se réserver sur le territoire colonial des avantages que n'auraient pas les Etats concurrents, pourvu que ce ne soit pas aux dépens de la colonie elle-même.

67. La vraie colonisation, étant une œuvre de civilisation, comporte l'éducation religieuse, intellectuelle, morale et professionnelle des indigènes. Il importe de souligner les services que rendent à ces points de vue les missionnaires. Sans doute ceux-ci ont pour charge non pas de fonder des colonies, au sens temporel du mot, mais de prêcher l'Évangile. Toutefois, comme la colonisation ne va pas sans l'éducation des indigènes, les missionnaires se trouvent être, en fait, les coopérateurs les plus efficaces de l'œuvre colonisatrice.

之手續，組織於顯未充分發展之他民族中，或組織於一無主之空地上，實爲正當之舉動。

但無論如何，本地首領之主權與其人民之所有權，在正當運行中，應予以相當之尊重。

自一殖民地或一保護國朘取種種害及其將來發展之利益，即非合於正義。而以嚴密之方法犧牲殖民地於母國，即爲一種既侵入權且亦違反本國利益之政策。

但本國在殖民地上保留一切競爭國未有之利益，亦非法所不許；祇須不侵及殖民地自身之利益而已。

67. 真實之殖民政策，既爲一種開化事業，則須予當地土人以宗教上，精神上，道德上與職業上之教育。此所以吾人不得不將教士所致之勞績，表而出之。就世務上加以觀察此等教士固無建設殖民地之職務，祇負傳佈宗教之責任而已。但殖民事業中，既不能無教育土人事業，則教士實爲殖民事業中最有效力之協助者。

第三節。生產原動力：自然界，勞動，資本。

68. 自然界，勞動，資本，三者，協助以資生產。

此三種主動力，原非同類。

一切自然富源，乃大造所畀賦，且爲財富生產元素之一。造物命人類控制土地及其一切所函之物。故人類有利用天授富源，並加以勞力以博取給養物之任務。

此等富源，有人類利用後，隨即恢復者；亦有永不復生者。故吾人利用此等富源，必須加以一種明智之節制。

69. 勞力乃爲生產工作中人力之部分：按其本性之需要，與其生活之發展，人類運其智力與體力，以利用大造所授之富源也。

70. 大造創世時，迫人類負勞動義務；而勞動權利(*droit de travailler*)，即由是而誕生。

但此項權利，決不容與「勞動自由」*« liberté*

III.— Les facteurs de la production: nature, travail, capital.

68. La nature, le travail, le capital concourent à la production.

Ces trois facteurs ne sont pas de même ordre.

Les ressources naturelles sont un don gratuit de Dieu et constituent sa part dans la production des richesses. Il a commandé à l'homme de dominer la terre et tout ce qu'elle contient. Celui-ci a donc le devoir d'utiliser les forces que Dieu lui donne et d'en tirer sa subsistance par le travail.

Parmi ces ressources, il en est que la nature se charge de renouveler à mesure que l'homme les utilise. Il en est d'autres qu'elle ne renouvelle pas. Aussi doit-il n'en user qu'avec une sage tempérance.

69. Le travail est la part de l'homme dans l'œuvre de production : c'est l'effort intellectuel ou manuel qu'il dépense en vue d'aménager, selon les besoins de sa nature et le développement de sa vie, les ressources que Dieu lui offre.

70. L'obligation de travailler, que Dieu a imposée à l'homme dès l'origine du monde, engendre le droit de travailler.

Ce droit ne se confond ni avec la « liberté du travail »,

ni avec le « droit au travail ».

La « liberté du travail » désigne, au sens historique, un état de fait qui, sous prétexte de respecter la liberté individuelle du travailleur, exclut toute réglementation du travail par la profession et par l'Etat. Un tel état de fait est en contradiction avec la doctrine catholique exposée par Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum Novarum*.

Quant au « droit au travail », il consiste dans le prétendu droit de l'individu sans travail de s'adresser à l'Etat pour réclamer de lui une occupation rémunératrice et un salaire. Les pouvoirs publics ont le devoir de s'employer pour prévenir par tous les moyens qui sont en leur pouvoir le chômage et ses suites. Il ne s'ensuit pas que tout individu sans travail ait droit à un emploi. Mais le salaire que touche le travailleur salarié pendant les périodes d'activité doit être suffisant pour lui permettre, par le moyen de caisses professionnelles de prévoyance, éventuellement aidées par l'Etat, de subsister pendant les périodes de chômage.

71. Le travail n'est pas une force tout instrumentale, une « marchandise », qu'on achète et qu'on vend, qu'on transporte à volonté.

Il est, comme dit Léon XIII (Encyclique *Rerum Novarum*), « personnel, parce que la force active est inhérente à la personne ».

du travail » 或與「勞動權」« droit au travail » 相混。

「勞動自由」，就歷史上意義言之，即指藉口尊重勞動者個人之自由，擯斥職業或國家所制定之勞動法規。此類舉動，適與良第十三通諭中所昭示之天主教教義相反。

至若「勞動權」者，則其意義謂無工作之人得向國家要求一種有酬之工作與一種工資。夫公家原有用其權力所及之一切方法，竭力預防停工與其所生結果之責任。但不能由是即謂凡無工作之人有要求職業之權。惟有報酬之勞動者在工作時期所得工資，亦應充裕，俾得爲未雨綢繆之儲蓄（有時亦可由國家予以援助），以備停業時維持生活之資。

71. 勞動者，非純粹器械式之力，亦非任意買賣，任意運輸之「貨物」也。

正如良第十三所謂，勞動原屬個人，因其主動力不可與人身分離者也。

是故，勞動當視爲人類固有物，當視爲人類生存之需要品，而不當備視爲一種商業之貨品。

72. 所謂「戴婁氏節省勞力術」(taylorisation) (按戴婁爲美國某工廠工程師，現尙生存。其學說在：「以最少之勞力得最多之工作。」)者，在某數點上，固極精妙，實能增加工作效力，然亦不可不預防一種流弊，即將使勞工變爲機械性之木偶，而奪其個性能力之發展也。

73. 資本者，生產工具之主動力也。論其性質，資本者已往勞動之效果，即成未來勞動之工具者也。

無人反對資本之存在與其需要者；各經濟學派所討論者，生產工具應取之法律上制度而已；例如：財產應否私有，或爲社會公有；既認財產應爲私有，則在分配時，資本方面，應提若干成。

Aussi le travail doit être traité comme quelque chose d'humain, de nécessaire à l'homme pour sa subsistance, et non simplement comme un article de commerce.

72. Si recommandables que puissent être, par certains côtés, les procédés dits de «taylorisation», qui tendent, par divers moyens, notamment par l'introduction d'un rythme méthodique, à augmenter le rendement du travail, il faut se mettre en garde contre toute déviation qui ferait de l'ouvrier un automate et le dépouillerait pratiquement de l'exercice de ses facultés humaines.

73. Le capital est le facteur instrumental de la production. Par nature, le capital est le produit d'un travail passé qui devient l'instrument d'un travail futur.

Nul ne conteste son existence et sa nécessité; le débat soulevé par les diverses Ecoles porte sur le régime juridique auquel il convient de soumettre les instruments de production: propriété privée ou socialisation et, la propriété privée étant admise, sur la part que le capital prélèvera dans la répartition.

IV.—Propriété privée.

74. Les biens matériels de ce monde sont destinés en premier lieu, par la Providence divine, à la satisfaction des besoins essentiels de tous.

75. L'appropriation de la terre et des instruments de production est légitime, parce qu'elle est conforme à la nature humaine et parce qu'en général ce régime assure mieux que tout autre l'utilisation des biens matériels.

76. Mais le détenteur de la richesse doit tenir compte des vues de la Providence sur les biens dont il a la gestion et en subordonner l'usage à leur destination primitive.

77. Sous l'influence de divers facteurs tels que la géographie, la nature du sol et du sous-sol, la technique industrielle, les mœurs, la législation etc., la propriété privée peut revêtir diverses modalités, prendre plus ou moins d'extension, être soumise à certaines restrictions.

Dans la mesure où la législation et l'initiative privée peuvent exercer une action efficace, elles doivent s'efforcer d'établir la forme qui réalise le maximum des avantages inhérents à la propriété privée.

78. En particulier, se pose, en certains pays, un problème agraire qui se rattache aux circonstances ci-dessous indiquées : existence de domaines incultes ou soumis à des méthodes de

第四節。私有財產。

74.凡世界一切物質上之財產，乃造物首以是滿足人類主要之需要者也。

75.主張土地與生產工具之所有權，原屬正當，因其適於人類之天性，且就大體論，此項制度實優於他，以其較能保障物質財產之使用也。

76.但財產占有者，應顧造物支配財產之意旨；當享用時，應聽命於造物原來之規定。

77.因各種主動力，若地理，若土壤，若地層性質，若工業技術，若風俗，若法制等，有各殊之影響，故私有財產可具各種方式，有或廣或狹之範圍，并各受相當之裁制。

在法律與私人創制，運用，得有實效之程序中，此兩者應竭力建立實現私產制最大利益之方式。

78.在某數國，猶特有一種關於下列情形之土地問題：土地有未曾開墾者，有墾殖未良，欲

其改進，使成沃土，不得不有賴於公費之補助者；又有開拓技術雖極充分，而因逾量之集中，常引起貧民階級之產生與激增，以迫於貧困故，或至離棄鄉井，或至流亡遷徙，或至逼成妨害羣眾利益之舉者。在此等情形中，國家於種種枝葉辦法盡屬無效之後，即有權宣告耕種地之分析，隨其所有權之需要而處分之。行使此項權力時，必當先給一種公平之賠償於一切由分析而損及其正當利益之人。

第五節。 繼承。

79.與所有權有密切關係者，厥惟繼承權；繼承權與所有權，同為社會間之原始利益。

家庭內部財產之移轉時，苟承受者，為同族中最親之系，而與本家庭有特殊之規定者，則此類轉移，亦為社會間之原始利益。

80.國家以不能損害社會利益故，以不能剝奪家庭不可侵犯之權利故，不能直接或間接取

culture inférieures, dont la mise en valeur et l'amélioration sont indispensables au bien de la communauté; exploitation techniquement satisfaisante, mais provoquant par son excessive concentration la naissance et le développement d'un prolétariat rural en proie à la misère, contraint soit à la désertion des campagnes, soit à l'émigration, soit à toute autre alternative nuisible au bien général. Dans tous ces cas, l'Etat a le droit, après échec constaté de solutions moins radicales, d'édicter le démembrement des cultures et, au besoin, des propriétés. L'exercice de ce droit est toujours subordonné à l'octroi d'une juste et préalable indemnité à tous ceux qui seraient lésés dans leurs intérêts légitimes par des mesures de démembrement.

V. — Héritage.

79. De même que le droit de propriété, le droit d'hérédité, qui lui est étroitement uni, est d'un intérêt social essentiel.

Il en est tout particulièrement ainsi lorsqu'il s'agit de la transmission à l'intérieur de la famille, étant donné le lien intime qui existe entre les membres proches d'une même famille et la destination particulière du patrimoine familial.

80. L'Etat ne saurait donc, sans blesser gravement l'intérêt social et sans porter atteinte aux droits inviolables de la famille, supprimer, directement ou indirectement, l'héritage.

Toutefois, il a le droit d'approprier le nombre des degrés successibles à l'organisation actuelle de la famille.

81. Il est souhaitable qu'il dégrève le plus possible et même qu'il exonère de droits fiscaux les successions en ligne directe.

Il est souhaitable, en outre, que soit reconnu au chef de famille un droit de tester suffisant pour assurer la transmission intégrale des petites exploitations dans la famille.

VI. — Nationalisation des entreprises.

82. On entend par nationalisation l'attribution d'une entreprise à la collectivité nationale représentée par le pouvoir politique. Elle est limitée à l'appropriation ou étendue à la gestion et aux profits. Elle ne saurait être condamnée en principe au nom de la morale chrétienne.

83. S'il s'agit d'entreprises déjà exploitées par des particuliers, l'expropriation est subordonnée à une juste et préalable indemnité.

84. La nationalisation, prise dans le sens le plus étendu et appliquée à la totalité ou même à la majorité des entreprises,

銷繼承權。

但國家，對於現今家庭之組織，亦有權限制繼承上等級之數。

81. 依原則，國家應當竭力減輕，或竟豁免，一切直系繼承之賦稅。

國家亦當承認家長有一充分之遺囑權，以保證家庭中小規模之開拓土地，能完全移轉。

第六節。企業國有 (nationalisation des entreprises)。

82. 所謂「企業國有」，即將一種企業歸諸由政治權力代表之國家。此項企業國有之方式，可分為國家主有，或國家管理而兼收益兩種。原則上以天主教道德之名義言之，固亦未可厚非。

83. 苟此企業為私人所開拓，則收歸國有，首當予以公平優厚之賠償。

84. 「國有」二字，若取義太廣，而適用於各

種企業之全部或大多數，則以其權力優越之故，終必演成集產主義 (collectivisme) 之流弊，而爲教宗良第十三詔諭所排斥。

85. 國有意義，即祇限於占有或管理二者，苟施以普遍之實行，亦能引起同上之流弊。

86. 即取自治範圍廣狹不同之公共開拓制度，廣施於大多數之企業，亦未見其可也。

凡私人企業，或屬於個人，或屬於團體，祇能範圍於顯明之公共利益所需要之區域中。故維持取得所有權之希望，與夫合法競爭之二大動機，關係實至重要也。

87. 在特殊情況中，爲公眾利益計，亦可強制或勸告，施行國有省有或市有之公家管理。然在此情況中，爲集合體利益計，寧採種種在國家監視下，有益羣衆之工業經理制，施行自治團體之組織，而不採取所謂「國家管理之制度」。

88. 私人組織或爲公眾服務，或爲公眾利益

aboutit, par la force des choses, au collectivisme, condamné par l'encyclique *Rerum Novarum*.

85. La nationalisation, même limitée à la seule appropriation ou à la gestion, risque de conduire au même résultat quand elle reçoit une application généralisée.

86. Même le régime des exploitations publiques plus ou moins autonomes ne paraît pas acceptable s'il est étendu à la majorité des entreprises.

L'initiative privée, soit individuelle, soit associée, ne peut être limitée que dans la mesure où l'exige de toute évidence le bien commun. Il importe, en effet, de conserver les deux grands stimulants de la production, qui sont la perspective de l'accession à la propriété et la concurrence légitime.

87. Des considérations d'intérêt général peuvent imposer ou conseiller, dans des cas particuliers, la gestion publique, nationale, provinciale ou municipale. Dans ce cas, la constitution de corps autonomes, gérant industriellement, sous le contrôle des pouvoirs publics, et au profit de la collectivité, peut être recommandée de préférence à la régie proprement dite.

88. Il est entendu que le droit de regard de l'Etat doit pouvoir s'exercer dans les cas où des organismes privés se

trouveraient chargés d'assurer un service public, et chaque fois que l'intérêt général l'exigerait.

89. Dans les entreprises ayant fait l'objet de concessions à des organismes privés, il est souhaitable que le cahier des charges contienne des clauses protégeant la liberté contractuelle et la juste rémunération des travailleurs avec attribution d'allocations familiales.

90. En cas de guerre ou de disette ou d'abus graves et manifestes, l'Etat a non seulement le droit, mais le devoir, d'instaurer un régime spécial ayant pour but d'empêcher les accaparements et les spéculations usuraires sur les objets de consommation indispensables.

VII. — Organisation professionnelle et syndicats.

91. La profession est un centre de relations, suggérées par la nature même des choses, entre tous ceux qui, dans un même centre géographique, exercent cette profession.

92. De ce que la profession est un foyer d'interdépendances, il résulte que le jeu des activités individuelles qui s'y déploient, ne saurait, sans péril d'anarchie, être laissé entièrement à lui-même. L'accomplissement des devoirs et l'exercice des droits réciproques requièrent une autorité, gérante du bien commun de la profession, chargée notamment de régler les conflits inté-

所需要，國家固未嘗不可施以監視權也。

89.凡一切企業，其特許經營權若已授於私人組織，則依原理，條件書內，以保護勞動者契約上之自由，與維持家庭生活之公平報酬，應當列於條款中。

90.或遇戰爭，或遇饑饉，或其謬誤有顯明之迹象，則設立一種特殊之制度，以阻遏必需消費品上之壟斷，與逾分之投機，實為國家應用之權力；且亦國家應盡之義務。

第七節。同業組合與同人公會。

91.在同一區域中，操同一職業之人，感於利害相關而組成一聯絡之中樞，是為「同業組合」。

92.同業組合既為互相資賴之中樞，則任各個人自由發展其活動力，即足招紛亂之虞。故履行義務與行使相互間權利，不得不需有一主權以綱維之；此主權即用以經理同業組合之公共利益，用以調解內部發生之衝突，用以訂定

適宜之規律，用以管理同業組合之一切事務，用以充政府方面之代表，以性質論，同業組合之主權，固隸屬於政府者也。

93.同業組合中未來會員之職業教育，恒與同業組合之主權有關，外此與政府亦有關係。至若職業上一切應取之方針，亦應由同業組合之主權負其責任。

94.同業組合之主權與同人公會，彼此關係雖至密切，且以事實論，同人公會爲同業組合中運行之要物，然不可以此二者而混合之。

以大概論，同人公會 (syndicat) 或祇由雇主組成 (業主公會)，或祇由雇員組成 (職員會與勞工公會) (按即工會)。而同業組合，則凡一切合作於同一職業者皆包含之。

凡雇主與雇員之同業組合並行不悖，均皆合法，蓋二者，實際上，均爲自然法規對於一切團體認爲適合理性者也。

95.但依原則，以一種協調，即所謂「合作

rieurs qui surviendraient, d'édicter les règlements qui conviennent, de gérer les services de la profession et de la représenter près des pouvoirs publics, auxquels l'autorité professionnelle est, par nature, subordonnée.

93. L'éducation professionnelle des futurs membres de la profession regarde, normalement, l'autorité professionnelle; et subsidiairement, les pouvoirs publics. C'est également à l'autorité professionnelle qu'il appartient de gérer les services d'orientation professionnelle.

94. Il importe de ne pas confondre l'autorité professionnelle et les syndicats, malgré les rapports étroits de ceux-ci et de celle-là, et le rôle que les syndicats, du fait qu'ils existent, sont appelés à jouer dans le fonctionnement de l'autorité professionnelle.

Les syndicats sont, le plus généralement, composés soit d'employeurs seuls (syndicats patronaux), soit d'employés seuls (syndicats d'employés et d'ouvriers). La profession comprend tous ceux qui coopèrent à l'exercice d'une même profession.

Le parallélisme des syndicats d'employeurs et d'employés n'empêche pas la légitimité des uns et des autres, qui doivent jouir pratiquement de la licéité reconnue par le droit naturel aux associations.

95. Mais il est souhaitable que, par des accords connus sous le nom de « conventions collectives de travail », les syndicats

tant d'employeurs que d'employés aient entre eux un lien et un point d'attache. Ces contrats ont pour fin d'assurer aux deux éléments de la profession la stabilité, de leur collaboration, nécessaire à l'ordonnement pacifique de la vie professionnelle.

96. Le syndicat professionnel a un but temporel. Mais, obligé de conformer ses actes à la justice et à la charité, il ne saurait se proclamer neutre au regard de la morale et de la religion. Il doit donc se subordonner, pour tout ce qui touche à la morale, aux principes du catholicisme et aux directions de l'Eglise. Cette obligation regarde les syndicats d'employeurs aussi bien que ceux d'employés. Pareille obligation n'interdit pas aux syndicats chrétiens de conclure, momentanément et sur des questions particulières, des cartels avec des syndicats puisant leurs inspirations à une autre source ou agissant dans un esprit différent, pourvu qu'on évite tous les dangers pour la foi ou la saine morale que ces rapprochements pourraient amener s'ils étaient trop intimes ou trop prolongés.

VIII. — Gestion des entreprises.

Actionnariat du travail.

97. La gestion des entreprises appartient, en fait, le plus ordinairement, aux possesseurs du capital ou capitalistes.

同盟」者，應當令雇主與雇員彼此聯絡，造成一結合點。此等契約之目的，即在對同業組合中之二要素，保證其合作之穩固；此實為職業生活上，和平秩序之需要品也。

96. 凡職業上之同業組合，固以當世為標的。然既不能不以其一切行為適合於正義與仁愛，自不能捨道德宗教而不問。故凡關於道德者，同業組合恒當依據天主教原理，而從教會之指導。此固雇主間之同業組合與雇員間之同業組合，所當共負此責任者也。且此項責任亦不禁阻天主教之同業組合，於短期間，及關於特殊問題，與種種志趣互異，精神各別之同業組合，訂立種種妥洽契約；惟須避免或因聯絡過密，或因歷時過久，而能引起宗教信仰上，或純潔道德上之一切危險。

第八節。企業之管理與工作之股分制度。

97. 凡企業之管理權，事實上，恒屬於資本

占有人，或名「資本家」。

然勞動者，有時亦成爲一部分資本之共有人。於是乃實現所謂：「共同管理」(cogestion) (或名共同經營)。

工作股分制度者 (l'actionnariat du travail)，即資本家與勞動家間共有及共管之一方法也。

此項工作股分制度，具數種方式。有時，將企業之數股分歸於企業之勞動者，或屬個人，或屬集體，而無須另出股分之資：此無償頒給法也。

有時，個人分得之紅利，或獎金足合股額，彼輩即自動撥作股分。有時，勞動者，或由個人，或由集體，以其全部或一份之積蓄，在交易所購買企業股分。

同業組合用此法集合其分子之積蓄時，此項股分制度乃謂之：「組合股分制度」。

然則吾人似當循勞資共同經營之一途，以進行非有利之試驗也。

Il arrive que les travailleurs deviennent copropriétaires d'une partie du capital de l'entreprise qui les occupe. Alors se réalise ce qu'on appelle « cogestion ».

L'un des moyens de réaliser la copropriété entre capitalistes et travailleurs et, par conséquent, la cogestion, est l'actionnariat du travail.

Ce régime d'actionnariat revêt plusieurs formes. Tantôt des actions de l'entreprise sont attribuées aux travailleurs de l'entreprise, individuellement ou collectivement, sans qu'ils aient à souscrire ces actions : l'attribution est gratuite.

Tantôt les parts bénéficiaires ou les primes qu'ils ont pu acquérir à titre individuel se transforment automatiquement, dès qu'elles sont suffisantes, en actions de l'entreprise. Tantôt enfin, les travailleurs, individuellement ou collectivement, affectent tout ou partie de leurs épargnes à acheter en Bourse des actions de l'entreprise.

Quand le syndicat rassemble à cet effet les économies de ses membres, l'actionnariat est qualifié de syndical.

Il y a lieu de suivre avec intérêt ces essais, qui paraissent devoir acheminer vers la gestion combinée du capital et du travail.

98. La cogestion peut se réaliser encore par d'autres moyens utiles, comme les délégations du personnel au sein des conseils directifs, notamment dans les entreprises organisées en services publics.

IX. — La grève.

99. L'intérêt général est le premier critérium qui permette d'apprécier la légitimité ou l'illégitimité de toute suspension concertée du travail. A ce critérium doit s'ajouter le respect de la justice et de la charité.

100. Cet intérêt général est plus immédiatement en cause quand il s'agit des fonctions instituées directement pour le bien du pays, et par des entreprises même privées qui pourvoient à des besoins communs de première nécessité. Certaines fonctions sont même tellement indispensables à la société qu'on aperçoit à peine une hypothèse qui rendrait la grève légitime.

101. Le danger de pareilles grèves justifie les mesures législatives qui, en plusieurs pays, interdisent aux fonctionnaires l'emploi de cette arme dangereuse. Mais c'est aussi le devoir du législateur de rechercher par l'étude et de fournir par des lois des garanties qui, d'une façon moins coûteuse, assurent spécialement à ceux auxquels on interdit la grève le bénéfice ou les avantages qui peuvent résulter d'une grève justifiée dans son but et dans ses moyens.

98.此項共同管理，猶可以他種有效方法，使之實現，例如在公家事業之組織中，派遣職員代表於其行政委員會中。

第九節。罷工。

99.公眾利益，實爲審斷停止工作合法與否之第一標準。而正義慈善亦當兼顧焉。

100.此公眾利益之最親切者，厥惟爲國家利益而組織之事業，及應公眾最迫切之需要而設立之私人企業。有數種事業，爲社會所不能須與或離者，則其罷工也，無論揭何理由，吾人皆不能認爲合法。

101.此類罷工，既屬危險，則有數國，以法律之裁制，禁阻服務者運用此類危險武器：實爲正當之舉。然立法者亦有一義務焉，即於被禁阻之罷工人員，應以研究方式并以法律手續搜求規定保障之策，俾由目的正當，手段合法之罷工而能獲之利益，不至因罷工被阻而失墮

也。

102. 凡罷工，一如任何衝突，無論在私人企業或在公共業務中，均有一預防之方法：仲裁是也。仲裁者，即以永久設立之方式，組織一調解裁判之機關；其調解裁判也，一以有效之賞罰執行之，故惟同業組合與國家通力合作，乃能勝任而愉快也。

第十節。正當價值，正當價格，重利。

103. 「價值」爲一思想辨別之表示；此類思想之辨別，乃由極端實際目的，關係於經濟生活之人類經營，若：出賣，租賃，雇傭契約，公司股份，分析等類，而構成者也。

凡此類行爲，不問其性質如何，於規定價格，租金，傭金，社員在社團財產中之應得成分，與繼承人在遺產中之應繼成分時，必須有一種辨別價值之舉。

夫參與此等事業者，既爲社會正人，則無

102. La grève, comme tout conflit, comporte, aussi bien dans l'industrie privée que dans les services publics, un remède préventif : l'arbitrage. C'est à organiser, sous le couvert d'institutions permanentes, la conciliation et l'arbitrage, avec des sanctions efficaces, que doit tendre l'action concordante de la profession organisée et des pouvoirs publics.

X.—Juste valeur, juste prix, usure.

103. La valeur est l'expression d'un jugement de l'esprit, formulé, pour des fins éminemment pratiques, à propos des opérations humaines qui interviennent dans la vie économique : vente, louage, contrat de travail, apport en société, partage.

Tout acte de ce genre déclanche nécessairement un jugement de valeur, au moment où se fixent le prix, le loyer, le salaire, la part des associés dans un fonds social, les lots des cohéritiers dans une succession.

Etant donné que ce sont des hommes, tous investis de la dignité humaine, qui interviennent dans ces opérations, ils ont un droit égal, l'acheteur aussi bien que le vendeur, par exemple,

l'ouvrier aussi bien que le patron, à ce que le jugement de valeur procure à chacun l'exacte contre-partie de ce qu'il remet à autrui.

Tous ont, par conséquent, l'obligation de respecter cette égalité des prestations, qui réalise la justice commutative.

La juste valeur est celle qui exprime exactement ce à quoi peut légitimement prétendre chacun des contractants.

N'est valeur que la juste valeur. Toute expression de valeur qui provient d'un jugement mal éclairé, d'une tyrannie, d'une violence, n'est qu'une contrefaçon de valeur.

104. Le juste prix, application de la juste valeur, se distingue du prix conventionnel. Tout prix demandé et payé n'est pas, par le fait même, juste.

Le juste prix ne se confond pas non plus avec le cours général du marché ou prix courant.

Suivant les cas, le prix courant est l'objet d'une taxation officielle, émanant de l'Etat, de la commune, de la profession; ou bien, il est l'objet d'une cote à la Bourse, résultant de l'enregistrement des offres et des demandes; ou bien encore, il naît simplement de ce qu'acheteurs et vendeurs se voyant, se touchant, un prix unique se forme, grâce à leur contact proche; ou bien enfin, il n'y a pour ainsi dire pas de prix courant, le dire des connaisseurs et des experts y suppléant.

論其或爲賣者，或爲買者，或爲勞動者，或爲資本家，各有相等之權力，俾由價值之辨別，而得精密之平衡。

是故人人皆有尊重雙方相等供給之義務，蓋非此不足以實現交易之公平也。

「正當價值」者，即一種價值，以雙方合法指望爲依歸，而精密表示者也。

故惟正當價值，始可稱爲價值。凡價值之表示，或由審察不明，或由專斷，或由橫暴而得者，祇爲一種違法之價值而已。

104.「正當價格」，由正當價值之適用而構成者，與商訂之價格有別。以事實論，凡所索之價與所付之價，均不常正當。

正當價格，亦不能與市面流通之價或「市價」相混同。

按照各種情形，市價者或出於國家，市縣，或同業組合之公定價目；或出於交易所供求相劑之狀況；或僅由賣主顧客以妥協接近之精神，共同規定；或竟無所謂市價，僅憑鑒識家或

鑒定人之一言。

苟價目出於公定，原則上市民即有遵守之義務。

在其他情形中，正當價格，恒由「公估」而定。

公估者，既非偏袒賣主，亦非偏袒顧客。蓋集各方關係人以平等之權限與權力，聯合組成一集合評判所也。

故應組織一公估機關，並應改進各種組織即生產者，居間者，銷費者，由是而獲得利益之一切組織也。

105.市價者，非公估之忠實表示也。

市價能爲投機者所誤，或使產品有過低之價值，或強抑「原價」(prix de revient)在「血汗制度」(sweating-system)情形中。往往有是，此種市價有矯正之必要。

市價猶能爲市面之情形所錯誤。蓋市價恒爲兩種勢力調劑而成：兩種勢力者，在賣者競爭，抑價使跌，買者競爭，激價使漲也。使兩勢

S'il y a une taxation officielle, il y a, en principe, obligation de s'y soumettre.

Dans les autres cas, le juste prix est fixé par l'estimation commune.

L'estimation commune n'est ni l'estimation exclusive des vendeurs, ni l'estimation exclusive des acheteurs. Elle est un jugement collectif, à la formation duquel ont contribué, avec égalité de droits et de puissance, tous les intéressés.

Il y a lieu d'organiser l'estimation commune et de promouvoir des institutions où les parties en cause — producteurs, intermédiaires, consommateurs — pourront faire valoir leurs intérêts.

105. Le prix courant n'est pas nécessairement la fidèle expression de l'estimation commune.

Il peut être faussé par la spéculation, ou encore procéder d'un coût de production trop bas, d'une compression injuste des «revients», comme dans le cas de *sweating-system*. Le prix courant appelle alors des rectifications.

Il peut encore être faussé par la situation même du marché. Le prix courant s'établit en effet, généralement, sous l'action de deux forces qui se contrebattent : la concurrence des vendeurs qui pousse à la baisse, et la concurrence des acheteurs qui pousse à la hausse. Quand il y a rupture d'équilibre entre

ces deux forces, il devient possible à l'une des parties, soit aux vendeurs, soit aux acheteurs, de dominer l'autre et de fixer le prix courant à un niveau qui favorise de manière indue ses intérêts au détriment des intérêts opposés. C'est donc quand la concurrence des vendeurs entre eux équivaut à la concurrence des acheteurs entre eux, qu'on a les plus grandes chances d'avoir un prix courant très approché du juste prix. Hors ce cas, le prix courant devra éventuellement être corrigé par une intervention des pouvoirs publics.

106. La théologie catholique qualifie d'usure, au sens large, le manquement au précepte de la justice commutative, soit sous la forme du prix de vente excessif, soit sous celle du loyer exorbitant, soit sous celle des honoraires hors de proportion avec le service ou du salaire insuffisant et, d'une façon générale, de toute atteinte au principe de l'équivalence des prestations.

L'usure est, suivant la définition de saint Bonaventure, « l'accaparement de la chose d'autrui sous le voile du contrat » ; on pourrait dire encore « le profit sans cause ».

Rien n'est plus actuel que l'usure et Léon XIII (Encyclique *Rerum Novarum*) a mis en relief l'habileté de l'usure à changer de forme : *per aliam speciem exercetur eadem*.

107. Au sens restreint et traditionnel, l'usure est le prélèvement d'intérêts et de commissions exagérés dans les opérations de crédit. Le moyen le plus efficace d'y mettre un

力之平衡而破裂，則兩方之一，或爲賣主，或爲顧客，即可控制他方，即可隨意劃定一利己損人之市價。故惟賣主間之競爭，與顧客間之競爭，有同一密度時，人始能得一較近正當價格之市價。除此情形以外，市價亦偶能爲政府權力所干涉而受矯正。

106.按之天主教教理，以廣義詮釋，凡喪失交易公義原則者，均爲「重利」；例如賣價過高，租金過昂，薪金過大，或工資不足，充類言之，凡侵害勞酬相衡之原則者，皆是也。

重利之意義，從聖文都辣之定義，「凡藉契約之掩護，侵佔他人之物者皆屬之」；吾人亦可謂之：「無理收益」。

當今嚴重問題，莫有過於重利者矣：教宗良第十三曾推闡重利之技巧靈敏，及其方式之變化。

107.自相傳之狹義言之，重利者，在一切借貸行爲中徵取過高之利息或佣金。 限制重利

最有實效之方法，即爲改進種種經濟上之組織：在此等組織下，借貸既爲任何經濟上設施之要素，則當置於一般爲職業而需要者之支配下，而決不當如世俗之所爲，專求有利於支配借貸者，亦當求有利於受取者（按即債務人）。

是即幸已流行之借貸合作組織也。

108. 重利行於個人固蒙譏譴，即國家爲之，亦所不許。昔時國君，嘗有擅將銀幣之成色減低以取厚利者。今日各國亦有濫發紙幣，濫鑄劣幣，用他種方式以取重利者。在此二種情形中，均有侵害交易公義。此等幣制之紛錯，實爲上述不規則行爲之必然結果，其影響恒能引起其他種種不當之收益，與無謂之損失。

錢幣之過剩，祇能行於公眾福利所要求爲必不可少之需要時，始克不爲人所詬病。然處此情形，猶當預定種種方法以資救濟，或賠補多數人所受種種不當之損害。

terme est de promouvoir des institutions grâce auxquelles le crédit, élément indispensable de toute activité économique, est mis à la disposition de ceux qui en ont besoin pour leur profession, non point, comme il arrive trop souvent, dans des conditions surtout profitables à qui dispense le crédit, mais au contraire tout à l'avantage du destinataire.

Telles sont les institutions, heureusement répandues, de crédit coopératif.

108. L'usure n'est pas seulement reprochable aux particuliers ; elle l'est aussi aux Etats. Certains souverains d'autrefois affaiblissaient arbitrairement les titres des monnaies. Les Etats d'aujourd'hui qui font de l'inflation monétaire commettent, sous une autre forme, le même excès. Dans les deux cas, la justice commutative est violée. Les perturbations monétaires qui sont les suites inévitables de ces désordres entraînent, par voie de conséquence, quantité d'autres profits et pertes sans cause.

L'inflation monétaire ne peut être excusée que si le salut public l'impose comme une indispensable nécessité. Dans ce cas, il faut prévoir des mesures pour sauvegarder certaines situations ou réparer les dommages injustes infligés à un certain nombre de personnes.

XI. — Spéculation sur les valeurs, les changes et les marchandises.

109. La spéculation sur les valeurs, les changes et les marchandises, c'est-à-dire la recherche d'un profit à la faveur d'une différence de cours, n'est pas, comme telle, illicite.

110. En ce qui concerne les marchés par différence et à prime, lorsqu'ils ne constituent ni un mode de placement ni une couverture, il apparaît que les dommages d'ordre moral en résultant l'emportent sur les avantages que certains, à tort ou à raison, leur attribuent.

La loi refuse à juste titre sa protection aux créances issues de ce genre d'opérations, bien qu'elle puisse porter des pénalités contre les joueurs défaillants.

111. Il faut condamner l'agiotage, lorsqu'il a recours aux fausses nouvelles, aux mensonges. La manœuvre tendant, par achats et ventes concertés, à déterminer un prix de bourse qui ne correspond aucunement à la valeur réelle des titres et des marchandises, doit également être condamnée.

La loi peut contrôler et réglementer, même avec des sanctions pénales, les achats et les ventes de monnaies étrangères, quand ils sont préjudiciables au crédit national.

112. L'action des pouvoirs publics doit s'efforcer de réprimer l'agiotage, de rendre plus malaisé l'accès des marchés

第十一節。證券，滙兌貨物之投機。

109.凡證券，滙兌，貨物之投機，換言之，即利用賣買市價之相差博取利益之商業行為，本身上原非不法。

110.至若買空賣空之投機，當其既不交割又不繳納保證金時，則其因此所致無形損害似當超過其所能得之利益。

法律雖可懲治投機失敗之人，然不欲正式保障出自此類投機之債權。

111.凡投機而出諸捏造之消息，欺騙之手段者，須懲治之。此外，若於協議賣買時，所定「交易所市價」毫不切合證券貨品之真實價格，此類投機亦應在懲治之列。

凡外國錢幣賣買，當貽害於國家財政時，法律得監視之，整理之；遇必要時，且得加以種種刑法上之制裁。

112.國家之舉措，應竭力裁制證券貨品之投機，並使此項投機之經濟市面，不易侵及未加

參預之羣衆。

113. 在各種物品交易所中，地方官之負責者，應取各種方法足以攔除一切素不熟習此項職業之人於此投機市場，俾其勿營此等投機事業。

第十二節。工資，家庭津貼，社會保險。

114. 生活工資者，包含勞動者本身與其家庭之生存費及事變，疾病，衰老，停工之保障費：是乃雇主正義上應負最小限度之工資。

115. 此最小限度之工資，決不能盡正義上之要求。蓋工資苟在最小限度之上，由種種正義上，或公平上之主要原因，能使貨物獲得超過本值之估計：

a) 可由工資之豐以獲得一種較尋常更豐富，更完善，或更經濟之生產；

b) 企業之盛衰，與勞動者關係至密。

116. 在現今制度中，由種種平行而區別之勞

financiers au public qui est manifestement inapte.

113. Dans les bourses de marchandises, les autorités responsables doivent prendre toute mesure propre à écarter des opérations qui y sont traitées les personnes qui ne sont pas, en vertu de leur profession, appelées à intervenir sur ce marché.

XII. — Salaire, allocations familiales, assurances sociales.

114. Le salaire vital, comprenant la subsistance du travailleur et de sa famille, l'assurance contre les risques d'accident, de maladie, de vieillesse et de chômage, est le salaire minimum dû par l'employeur en justice.

115. Le salaire minimum n'épuise pas toujours les exigences de la justice. Au-dessus du minimum, diverses causes principales entraînent, soit en justice, soit en équité, une majoration :

a) Une production plus abondante, plus parfaite ou plus économe que la normale ;

b) La prospérité plus ou moins grande de l'entreprise à laquelle l'ouvrier est attaché.

116. Dans le régime actuel, l'organisation de la profession par des groupements parallèles et distincts de patrons et d'ou-

vriers concluant entre eux des conventions collectives de travail et créant entre eux, par des comités mixtes et paritaires, des organes permanents de liaison, porte au maximum la probabilité que seront respectées les règles de justice relatives à la quotité du salaire.

117. La portion du salaire qui correspond à la prospérité plus ou moins grande, peut être fixée et liquidée à la fin de l'exercice et en proportion de la somme des bénéfices nets. Au lieu d'être acquittée en argent comptant, elle peut être transformée en actions de l'entreprise à laquelle le travailleur a collaboré. A mesure que se créent les actions du travail, on peut rembourser, en les tirant au sort, un nombre égal d'actions de capital.

118. Il est loisible à l'entrepreneur de ne pas acquitter la susdite portion du salaire de la manière qui vient d'être indiquée et de ne pas transformer le montant en actions de l'entreprise, mais il est loisible aussi aux travailleurs organisés de ne consentir au contrat de travail qu'en exigeant cette double condition.

119. Le remplacement des actions de capital par les actions du travail ne peut se faire sagement que par une progressive évolution qui permette aux masses d'acquérir les qualités nécessaires à la gestion des entreprises.

120. A la notion donnée ci-dessus du salaire vital, se rattachent deux conséquences :

資團體所構成之職業公會，締結勞資間種種通力合作之協定，並由種種混合平等之委員會創立勞資間種種永久聯絡之機關者，或能以尊重工資正當定額之規制為極度。

117.工資上應得之餘利與企業之興盛有關，可於每次營業終期規定核算之，並以所得淨利之數為比例。此項餘利之付給，可不以現銀，亦可改作勞動者所參加之企業之股分。且可視勞績而以抽籤之法，償以同等數量之金錢股分。

118.企業家雖可不依上述方法核償上述餘利定分，而不將其變為企業股分，然有組織之勞動者，亦可自由要求獲得此項兩重條件後，始允訂立雇傭之契約。

119.金錢股分代以勞力股分之舉，祇能行之以漸，使羣眾獲得企業管理必需之資格，始免危險。

120.由上所述生活工資之意義，可引起兩種結論。

a)所謂「家庭津貼」(allocations familiales)制度，近年來已多可喜之發展。此等津貼之頒給，宜列於一切勞資間所訂之契約，不問其性質之或爲個人或爲集體也；

b)所謂「社會保險」(assurances sociales)合法制度，亦有漸趨確定之象。此項制度須求普及，且宜組織種種「職業保險金庫」(caisses professionnelles d'assurances)，換言之，卽一種金庫由每個職業組合之廠主與勞工共同給養管理之，而受政府之監視與維持也。

第十三節。 賦稅。

121.凡性質公平與執行公平之稅律，吾人良心上不得不服從之。

社會天主教信徒，應致力矯正此項稅律逸出常規之思想，並以社會公道名義鼓勵良民對於國家擔負承受賦稅上公平之分配。

122.賦稅者，即義務者贊助公家擔負而無直

a) L'institution dite des «Allocations familiales» a pris, dans ces derniers temps, d'heureux développements. Il convient que l'attribution de ces allocations soit incorporée à tous les contrats, tant individuels que collectifs, entre patrons et ouvriers;

b) Le régime légal des assurances sociales tend aussi à s'implanter. Il est nécessaire qu'il se généralise et il convient d'instituer de préférence des Caisses professionnelles d'assurances, c'est-à-dire des Caisses alimentées et gérées conjointement par les patrons et les ouvriers de chaque profession, sous le contrôle et avec l'appui des pouvoirs publics.

XIII. — L'impôt.

121. Les lois fiscales justes et justement appliquées obligent en conscience.

L'effort des catholiques sociaux doit tendre à corriger l'opinion abusée en cette matière et à provoquer, au nom de la justice sociale, une loyale participation des gens de bien aux charges de l'Etat.

122. — L'impôt, c'est-à-dire la contribution aux charges publiques sans avantages immédiats pour les débiteurs, est

une obligation non pas réelle, mais personnelle, des citoyens, en ce sens qu'elle grève, non immédiatement les biens, mais leur possesseur.

123. Autant que le bien commun le permet, la justice distributive demande que l'impôt soit non pas proportionnel aux revenus, ni progressif suivant une raison constante, mais établi suivant une progression qui se ralentit, pour se rapprocher, au sommet, de l'impôt proportionnel. Nous appelons cet impôt : « progressif ».

124. Dans un ordre idéal, il faudrait préférer l'impôt unique et « progressif » sur le revenu. En fait, une partie des ressources fiscales doit être demandée aux impôts indirects : ils se font accepter plus aisément et se prêtent à des exigences moins oppressives.

125. L'impôt direct a pourtant l'avantage de solliciter des citoyens un sacrifice conscient, qui les intéresse à la chose publique.

126. Dans le choix des impôts, le législateur prendra garde à ces trois règles :

a) Il évitera les impôts dont les effets sont manifestement nocifs et ceux qui se prêtent aux fraudes : ces derniers favorisent des habitudes de dissimulation ;

接利益之捐輸，乃爲國民之一種非屬於物，但屬於人之義務，此意即謂非直接課諸財產而但課諸其占有之人也。

123.求擔負之公平，當期望賦稅之徵歛不以收入爲比例，亦不以一種固定之累進爲標準；而建立於一種弛緩之累進率上以接近於比例稅之極度。吾人即稱此賦稅爲「累進稅」
« *impôt progressif* 」。此類期望固不背於公眾利益者也。

124.在理想上，對於收入當取惟一累進稅。在事實上，則一部分之稅源，應求之於間接稅：因其較易使人容納，且其要求亦不過形壓迫也。

125.直接稅亦有一種利益，即誘導國民，使其參加公眾事務而作良心上之犧牲也。

126.在賦稅之採擇中，立法者應注意下列三律：

a)立法者，當避免一切顯然有害與足釀弊竇之賦稅：後者且能養成隱匿之惡習焉。

b)在創定新稅中，立法者當籌課收入稅而不課切合理性無所生利之支出稅。然凡舊有之稅通常，亦能爲自動或反動之行爲所矯正，而逐漸實現此等公眾負擔之均平分配。

c)凡對於社會鄙棄之奢侈或浪費行爲課以賦稅，此宜鼓勵而推行之。制裁之舉雖鮮實效，然其所含之道德上教訓，實足昭示羣因公眾之天良，且由是亦稍足爲公眾利益之一助。

127.稅率過高之遺產稅，在特殊情形中雖亦不無理由，然足搖動所有權之原則，有類於財產之沒收，且與藏富於民之方式不合。

第四節。國家與經濟生活。

128.國家既爲公平之維護人，公益之管理人，故於經濟生活中，能有一積極舉動。

129.此種舉動，首當注意維護人類之生命：與此第一要點有關者，有所謂「每日工作時間上勞動者之保護」，夜工之禁止，星期之休息，

b) Dans l'établissement de nouveaux impôts, il frappera de préférence des sources de revenus plutôt que des dépenses économiquement stériles et d'ailleurs raisonnables. Toutefois, les impôts déjà anciens sont généralement corrigés par des incidences ou répercussions qui réalisent peu à peu une distribution équitable de ces charges publiques.

c) Les impôts somptuaires, atteignant le luxe ou des prodigalités peu louables, méritent d'être recommandés. Même si leur action est peu efficace, la leçon morale qu'ils contiennent, éclaire et affermit la conscience publique, et sert, du moins de cette façon, le bien commun.

127. Justifiés dans les circonstances exceptionnelles, les impôts trop élevés sur les successions ébranlent le principe de la propriété, se distinguent à peine des confiscations et contraignent la formation de réserves nationales.

XIV.—L'Etat et la vie économique.

128. Gardien du juste et gérant du bien commun, l'Etat a une action positive à exercer dans la vie économique.

129. Cette action regarde d'abord la protection de la vie humaine : à ce premier chef se rattachent les lois dites de protection ouvrière sur la durée du travail quotidien, la prohibition du travail de nuit, le repos dominical, l'hygiène et la sécurité du travail.

L'Etat prend également et à juste titre les moyens qui sont en son pouvoir, d'assurer la justice et la loyauté des transactions. C'est à bon droit qu'il combat la spéculation injuste et toute forme d'usure par des mesures à la fois préventives et répressives. Il ne doit pas manquer de protéger les consommateurs, spécialement contre la fraude des denrées de première nécessité.

130. Tout en laissant en principe aux particuliers la propriété et la direction des entreprises, l'Etat intervient légitimement, soit pour protéger ces entreprises contre la concurrence étrangère (droits de douane à caractère compensateur et non prohibitifs), soit pour les aider dans la pénétration des marchés extérieurs (consulats, agents commerciaux).

131. Il appartient à l'Etat d'imprimer une direction d'ensemble à l'Economie nationale, et, à cet effet, d'instituer un Conseil économique national, qui permettra aux pouvoirs publics d'agir en liaison étroite avec les représentants qualifiés et compétents de toutes les branches de la production.

132. Des raisons particulières peuvent inciter l'Etat à prendre en main, sous forme de régie directe, certaines entreprises industrielles, commerciales, agricoles. Mais, en général, il devra s'abstenir d'absorber sous cette forme la vie économique. Si la nature du service exige que l'entreprise ne soit pas pure-

以及工作之衛生與安全。

國家亦應盡其本分，在其權力內，運用一切方法以保障種種調和之公平與忠實。國家且有權用種種預防及制裁兼籌並顧之方法，取締不公平之投機及任何方式之重利。此外，國家亦不應失其保護消費者之道；其尤要者，在取締一切必需消費品之舞弊。

130. 在原則上，各種企業之所有權與管理權，雖任諸私人，然國家固能合法干涉，或保護此等企業以抗外國之競爭（用矯正性而非禁止性之關稅），或援助其銷入國外之市場（領事館，商業代理之人設置）。

131. 國家應有權指導國家全部之經濟；以是之故，國家當與一切生產機關正式有權之代表組織一共同密切進行之「國家經濟委員會」。

132. 種種特殊理由亦能歆動國家將某數種工業上，商業上，農業上之企業執諸掌握，而直接管理之。然以大體論，在此直接管理之國家，當以蝕削經濟生活力為戒。苟業務之性質，其

經營範圍非純粹私人者，則國家處治之法與其直接管理，需努力實施所謂「雙方協定之管理制度」*«régie intéressée»*，租賃制，或特許制。在上述各端中，私人之創作力，聯合國家之公力以進行，而於業務之指揮及公眾利益之經營，均受國家之監察；鐵道事業即此類公私合力經營之一例也。

負發行紙幣之責之銀行，縱與國家合作並受其監視，然不宜與國家混合爲一。

133. 在任何情形中，中央權力之運用，不應臨以組織完成之國家威嚴，而施以構成國家之一切活動力。此等勢力之全體支配，爲有關全體利益，增高國家利器聲價之大企業所需要，例如：江，河，商埠，煤油源泉，礦山，森林之整頓是也。

第十五節。公義與博愛。

134. 凡經濟生活，實惟公義與博愛是賴。

ment privée, l'Etat devra s'efforcer de pratiquer, de préférence à la régie directe, ce qu'il est convenu d'appeler la régie intéressée, l'affermage ou le régime des concessions. Dans tous ces cas, l'initiative privée participe, comme il convient, avec la puissance publique et sous son regard, à la gestion de services ou d'entreprises d'intérêt général, comme les chemins de fer par exemple.

Il convient particulièrement que la Banque chargée de l'émission de la monnaie fiduciaire ne se confonde pas avec l'Etat, tout en agissant sous son contrôle et avec sa collaboration.

133. En aucun cas, le pouvoir central ne doit agir comme s'il était, à lui seul, l'Etat, qui est la nation organisée, avec toutes les forces vives qui la constituent. Une coordination de l'ensemble de ces forces est particulièrement nécessaire dans les grandes entreprises d'intérêt général, qui tendent à la mise en valeur de l'outillage national : aménagement des fleuves, des canaux, des ports, des sources pétrolifères, des mines, des forêts.

XV.— Justice et charité.

134. La vie économique relève de la justice et de la charité.

A côté de la justice commutative, qui règle les contrats, de la justice distributive, qui règle les charges et les avantages sociaux, il convient de marquer la place de la justice sociale ou légale, celle qui se rapporte au bien commun, dont l'autorité est gérante et que tout individu membre du corps social est tenu de servir et d'enrichir. Bénéficiaire de ce bien commun, l'individu en a, dans une certaine mesure, la charge, bien que les gouvernants en soient les premiers responsables.

Mais la justice est loin d'épuiser la somme des devoirs envers autrui. Au delà de ce qu'elle exige, l'amour fraternel que les hommes se doivent entre eux à la fois comme fils du même Père céleste et comme descendants du même couple primitif, a un champ illimité d'initiatives, de services, de sacrifices personnels, utiles au bien commun. La charité trouve ainsi dans la vie économique un rôle très important à remplir.

C'est à elle qu'a été confié directement le soin des pauvres, des déshérités de toute espèce.

Obligés, par devoir de charité, de remettre à ceux-ci leur superflu, les possesseurs de la richesse ne remplissent pas

於規定一切契約之相互公平「justice commutative」與規定一切社會上之責任與利益之分配公平「justice distributive」之間，猶宜注意社會上或法律上公平「justice sociale ou légale」之地位，因其與公共利益至有關係，其權力實居管理者之地位，而為社團分子之各個人均應為其服務，謀其發展也。個人既為此公共利益之受利人，故管理者雖當首負其責，個人在相當限度中，亦不能諉其責焉。

然對人之全責，決不足以公義二字盡其限量。蓋除公義所要求者外，猶有人類相互間應負之友愛義務，因其既為同一天父之子，又為同一元祖之子孫，此項友愛情感為公眾利益而施於個人之建設服勞及犧牲者，其範圍乃廣漠無垠。以是之故，博愛問題，在經濟生活中，乃操一極重要之任務。

凡貧民，及一切孤獨無依之人，悉賴博愛者為之維護。

是故，富人迫於博愛之義務，以其所餘施

諸貧人，此捐施一部分財產之行爲，猶不能謂爲已盡其全責。蓋富有者，猶須由國家之鼓勵或協助（設遇必要時）組織種種救助機關也。舉辨此類事業，其最關重要者，則私人之設施，須保守其自由自動之精神是也。苟其事已由國家創行，則國家不可不求助於各私人善意之援助；私人於是以慈善爲懷，對於公益管理人（即國家）不能拒絕其協助之要求。

如是，私人之救濟與公家之救濟之聯合努力，乃能歸於調協，而不至衝突。

encore la totalité de leur devoir en se dépouillant d'une partie de leurs biens. Il leur appartient encore d'organiser des institutions d'assistance avec les encouragements et, s'il y a lieu, le concours de l'Etat. Il importe tout particulièrement, en ce domaine, que l'initiative privée garde sa souplesse et sa spontanéité. S'il arrive que l'Etat prenne les devants, il ne doit pas manquer de faire appel aux bonnes volontés des particuliers, qui font alors acte de charité en ne refusant pas au gérant du bien commun le concours qu'il réclame.

Ainsi s'harmoniseront les efforts convergents de l'assistance privée et de l'assistance publique.

CHAPITRE IV.

LA VIE INTERNATIONALE.**I. — Existence d'une société naturelle
entre les nations.**

135. L'interdépendance des nations se manifeste par les faits suivants, dont le développement est selon la nature :

Existence du commerce international ;

Existence d'unions pour le bien commun international, telles que l'Union postale, l'Union pour la protection de la propriété littéraire, industrielle, artistique ;

Existence de compagnies privées et d'unions professionnelles internationales ;

Assemblées et congrès internationaux ;

Par-dessus tout : traités internationaux.

Ces faits révèlent l'existence d'une société naturelle entre les nations et, par suite, d'un droit international antérieur et supérieur à toute convention.

136. La souveraineté de l'Etat, conçue sans restriction, est la négation même du droit international.

La souveraineté de chaque Etat a pour tempérament non seulement le respect que se doivent les nations de leur dignité, de leur indépendance, de la possession de leurs richesses nationales, *à fortiori* de leur vie ; mais aussi la bienveillance et l'entr'aide auxquelles elles sont tenues les unes vis-à-vis des autres.

第四章。國際生活。

第一節。國際間自然團體之存在。

135.各國相互間之聯絡得以下列按照自然形勢而發展之事實表顯之：

- 1/國際商業之存在；
- 2/國際公益組合之存在，例如：郵務組合，以及種種保護著作權，工業權，藝術之組合；
- 3/國際私人商號與職業組合之存在；
- 4/國際會議與討論會之存在；
- 5/其尤著者，則為國際條約之存在。

此等事實表示一種國際間自然團體之存在，且表示一在一切協定之前，自有一種國際法焉。

136.國家主權若無限制，將為國際法所否認。

各國主權之限制，不僅各國間應互相尊重其尊嚴，其獨立，其管有之富力，且尤當尊重其生命；且亦負彼此間相愛相助之義務。

第二節。 戰爭與國際之和平。

137. 戰爭得視為合於正義者，惟以武力維持權利之一點耳。

戰爭祇能於權利已受侵犯，並無其他恢復方法時，始能認為正當。

戰爭當為貫達正當目的之有效方法，換言之，即恢復秩序是也。

戰爭行為當有節制。

138. 凡國際關係之法律組織，其目的常在國際之公益與和平。

一種經久而公正之和平基礎，即在下列諸端：

a) «按照種種設定之規則與保障，各國應在維持其公共秩序之必要限度中，同時互削軍備。

b) «國際應有仲裁機關，按照種種規則與裁制以議定應付各國之不肯以國際問題付諸仲裁或受其裁決者。」（教宗本篤第十五，一九一七年，八月，一日，通牒。）

II. — La guerre et la paix internationale.

137. La guerre n'est juste qu'en vue de soutenir le droit par la force.

Elle n'est légitime que s'il y a eu violation d'un droit et si tout autre moyen de redresser le droit violé fait défaut.

La guerre doit être un moyen efficace d'atteindre la fin qui la justifie, c'est-à-dire le rétablissement de l'ordre.

Elle doit être menée avec modération.

138. Toute organisation juridique des rapports internationaux a pour fin le bien commun international et, par conséquent, la paix.

Les bases d'une paix juste et durable sont les suivantes :

a) « Diminution simultanée et réciproque des armements, « selon des règles et des garanties à établir, dans la mesure « nécessaire au maintien de l'ordre public en chaque Etat ;

b) « Institution d'arbitrage selon des règles à concerter et « des sanctions à déterminer contre l'Etat qui se refuserait, soit « à soumettre les questions internationales à un arbitrage, soit « à en accepter les décisions » (Benoît XV, note du 1^{er} août 1917).

III. — Société des Nations (1).

139. L'idée de donner à la société naturelle des nations une forme permanente est raisonnable et bienfaisante.

(1) En date de 30 septembre 1925, l'*Union internationale d'études sociales* a voté le texte d'une adresse à la *Société des Nations*. A la demande du ministre des Affaires étrangères de Belgique, ce texte a été officiellement communiqué au conseil de la S. D. N. le 7 décembre 1925. On lira de document avec intérêt :

« *L'Union internationale d'études sociales*, réunie à Malines sous la présidence de Son Eminence le cardinal Mercier,

« Convaincue que l'interdépendance des nations crée entre elles une société naturelle, entre les membres de laquelle doivent exister des rapports de droit,

« Que la fraternité des hommes implique la fraternité des nations,

« Que, d'ailleurs, la diversité providentielle des richesses et des aptitudes des différents peuples les invite à des échanges pacifiques pour le plus grand bien de l'humanité entière,

« Que la guerre, troublant cette harmonie, est un fléau qu'il importe de prévenir par toutes les voies d'accommodement et d'arbitrage;

« Considérant que le principe de la Société des Nations fait partie de la tradition chrétienne; qu'il a trouvé son application dans la Chrétienté du moyen âge et qu'il a été rappelé dans des circonstances mémorables par le Saint-Siège;

« Proclame juste et bienfaisante l'idée de donner une forme permanente à la société naturelle des nations,

« Reconnaît spécialement les efforts tentés par la Société des Nations dans le domaine des améliorations sociales et de la législation du travail,

第三節。 國際聯盟會⁽¹⁾。

139. 凡欲將國際自然團體變成永久機關之意思，實爲適當而且有利。

(1) 一九二五年，九月，三十日，國際社會問題研究會(Union internationale d'études sociales)嘗通過致國際聯盟會一意見書。旋應比國外交部長之請此項意見書原文於一九二五年，十二月，七日，正式遞達國際聯盟會評議。其詞讀之頗饒興味，茲錄如下：

「國際社會問題研究會，在主教長梅希賢指導之下，開會於馬里內，

「深信國際相互聯絡實國際間一種自然之社團；此項社團之各分子間，當有種種法律上之關係，

「夫人類之友愛，實包國際之友愛，

「而物產天然之錯雜，與民族習性之各別，實使之不能不爲和平之交際，以達全人類最大之福利，

「擾亂此種協調，實惟戰爭，故吾人不得不急以程種和解與仲裁之方法防止戰禍；

「查國際聯盟會之主義乃屬於天主教之遺傳教理；此項主義曾適用於中世紀天主教各民族，而羅馬教廷於重要情況中曾追憶及之；

「本會當宣稱定國際自然團體爲永久機關之創議，實爲適當而有利；

「本會，對於國際聯盟會努力改善社會與勞工法制，予以特殊

一九一九年條約所組織之國際聯盟會，當可適應兩種需要：即今日所需改造之責任；與將國際法見於實行之責任是也。

國際聯盟會，乃施於世務範圍；而超國際之天主教會，則施於精神範圍。

夫在事物之真理中，精神與世務無形中既混合而不可分，故凡所謂國際聯盟會，與天主教會必有種種不可分離之關係。

之贊同，

「並深願其對於受威嚇之合國少數天主教友亦予以同樣之努力，

「並當令一切天主教友依照國際聯盟會之事業，輔助其工作，

「更當請求會長將本會提案轉致日內瓦國際聯盟會之永久機關。」

La Société des Nations, instituée par les traités de 1919, répond à deux nécessités : devoir de reconstruction qui s'impose à notre temps ; devoir de transformer de puissance en acte le droit international.

Elle opère sur le plan temporel, tandis que l'Eglise catholique, elle aussi, supranationale, opère sur le plan spirituel.

Le spirituel et le temporel étant, dans la réalité des choses, indivisiblement mêlés, toute société des nations a des rapports nécessaires avec l'Eglise catholique.

« Exprime le vœu que des efforts analogues soient accomplis en faveur des minorités chrétiennes dans les pays où elles sont menacées,

« Recommande à tous les catholiques de suivre les travaux et de secondar l'œuvre de la Société des Nations,

« Et prie son président de transmettre la présente délibération à l'organe permanent de la Société à Genève. »

CHAPITRE V.

LA VIE SURNATURELLE.**COURONNEMENT DE LA VIE TERRESTRE.**

140. L'Eglise catholique est une société parfaite, comme l'Etat.

Son but est de conduire l'humanité à la fin sublime à laquelle Dieu a bien voulu l'appeler, et de lui procurer les biens surnaturels, tandis que l'Etat doit lui procurer les biens de l'ordre temporel et terrestre.

Mais le Catholicisme ne se renferme pas dans la sanctification des individus, des consciences individuelles ; il embrasse aussi dans son œuvre surnaturelle et divine les cadres sociaux et les institutions publiques.

Ce qu'on appelle souvent *le règne social de Jésus-Christ* ne consiste pas dans l'inscription de son Nom sacré en tête de la Constitution d'un pays, ou dans la pose de l'image du Sacré-Cœur sur le drapeau national. Ces actes extérieurs, excellents en eux-mêmes et souhaitables, sont plutôt, aujourd'hui surtout, une résultante qu'une cause, et le monde ne serait pas changé le jour où une main forte viendrait d'autorité accomplir ces grands actes. L'indifférence et l'irréligion n'en seraient guère diminuées.

第五章。超性生活，塵世生活之成功。

140. 天主教會，乃一完善美備之團體正與國家無異。

其目的，乃在導引人類至於大造所極欲招徠而予以一切超性利益之最高目的；但國家亦當畀以一切世俗與塵世上利益。

惟天主教並非以個人，及其性靈入聖爲已足；於其超性之神聖工作中，亦包舉一切社會事務與公共設施。

人所常謂之「耶穌基利斯督社會上之統治」，並非在於標題聖名於一國憲法之上，或置聖心像於國旗之上。凡斯種種外表之行爲，雖其本意未嘗不可嘉可喜，而在今日爲尤甚；然與其以是爲原因，毋寧以是爲結果；蓋此等外表之舉動，一旦縱由一強有力者勒令盡行，亦不能變易全世。何則，漠視宗教，反對宗教之心，固仍不能潛移默化，稍形減少也。

是故耶穌基利斯督真正社會上之統治，惟於其正義之聖律，仁慈之情愛，深入於一切社會上之組織時，始能實現。今日吾人應努力之最佳工作即在以各種最適當，及最適於性靈於其弱點於其可能性之方法深入於各種社會組織。

教會之努力於是也，不存奢望，嫉妒，侵佔之心，惟實行其尊重其他組織之自治與合法任務，而其實行也，亦不過以公義與博愛印入他人思想而已。

141.故天主教非一種政治制度，因其均能生活存在，發榮滋長於民主政治與君主政治也。

天主教亦非一種科學制度。蓋天主教與其各種聖書，其目的非欲解決一切人類科學，物理學，化學，機械學之問題也。

天主教亦非一種經濟制度，因自十九世紀以來，彼曾涉歷各種經濟制度與各種社會制度，若奴隸制，若田奴制，若合作自守制與雇傭

Le vrai règne social de Jésus-Christ existe quand sa loi sainte de justice et d'amour pénètre tous les organismes sociaux. Le travail, le bon travail, consiste justement, de nos jours, à l'y faire pénétrer par les moyens les plus dignes, et aussi les plus adaptés à l'état des esprits, à leur infirmité et à leurs possibilités.

Il n'y a là ni ambition, ni jalousie, ni empiètement, mais l'exécution d'une mission qui respecte l'autonomie et la fonction légitime des autres organismes, et qui ne veut que les imprégner davantage de l'esprit de justice et de charité.

141. Le Catholicisme n'est donc pas un système *politique*, puisqu'on le voit vivre, grandir, s'épanouir aussi bien dans les démocraties que dans les monarchies.

Il n'est pas non plus un système *scientifique*. Ni lui, ni ses Livres Saints, n'ont pour but de trancher les problèmes de la science humaine, de la physique, de la chimie, de la mécanique.

Il n'est pas enfin un système *économique* proprement dit, puisque, depuis dix-neuf siècles, il a vu passer sous ses yeux tous les régimes économiques et sociaux, l'esclavage, le servage, la corporation fermée, le salariat, et qu'il verra peut-être d'autres formes succéder au salariat moderne.

Le Catholicisme est un *religion*, c'est-à-dire qu'il voit dans l'homme, premièrement, une conscience qui a en soi sa valeur, sa dignité intrinsèque et personnelle, indépendamment des milieux politiques, économiques et sociaux.

142. De ces consciences, il proclame l'infinie valeur, la sainte liberté et l'égalité devant Dieu.

A ces consciences, il apporte le double trésor de la vérité révélée par Jésus-Christ, son divin fondateur, et de la grâce divine méritée par lui.

Ces consciences, il les unit en une immense société qui, dépassant toutes les frontières, embrasse tous les pays, toutes les races, tous les peuples.

Enfin, par delà les consciences individuelles, il veut pénétrer toutes les organisations collectives de ses doctrines et de sa morale sainte.

Et ainsi, à chaque siècle qui passe, il demande, non pas quel régime politique ou économique, quelle organisation familiale ou quel statut international il a choisi, mais bien si les

制；今或將更閱繼今日雇傭制而代興之他種制度也。

蓋天主教原爲一種宗教，因其對於人類發見其良心上自有其價值，尊嚴個性，不倚賴於種種政治，經濟，社會之環境也。

142. 於此等良心，天主教乃宣布其無窮之價值，神聖之自由，與在大造前之平等。

且於此等良心，更畀以二種寶藏，即耶穌基利斯督—天主教之神聖創造者—所默啟之真實，及其爲吾儕所獲得之聖寵是也。

此等良心，乃由天主教聯合之於一超越一切疆界，包含各國，各種族，各民族之極大之社會。

攷其究竟，除個人良心外，天主教並欲以其教理與其聖德灌輸於一切公眾組織中。

以是之故，於經過之每世紀，其所欲問者，非爲其所擇取之何種政治或何種經濟制度，何種家庭組織，或何種國際規約，但問其所擇取

之種種制度是否不致侵害公義與仁愛。是爲天主教之真正意想。

143. 凡吾人所言之自然社會與超性社會，皆有其固有之目標與其相對之自治。惟因其有數種共同之趨向，故須合作互助彼此繫屬，而後人類始能易達其兩重之目的。

家庭有其權利，國家有其權利，職業組合有其權利，推而至於國際聯盟會，教會亦莫不有其固有之權利。此等權利，宜互相尊重。

由是可知：

a) 凡使此等團體互相抵觸衝突，或使之錯雜混亂者，均非善事；

b) 凡使之互相漠視分離者，祇能認爲一臨時局部之需要，而視爲細微之缺陷；

c) 凡使之聯合調協者，始爲合法完善。

如是，人乃得由耶穌安然達於造物；一方由超性之團體即教會，引向其無窮之終向；他方則由種種改善，提高之自然團體：如家庭，

institutions qu'il a préférées ne blessent pas la justice et l'amour. Tel est le vrai concept du Catholicisme.

143. *Toutes les Sociétés naturelles et surnaturelles dont nous avons parlé ont chacune leur objet propre et leur autonomie relative.* Mais comme elles ont les mêmes sujets, il faut *qu'elles s'entendent, se coordonnent et se subordonnent* pour que les hommes puissent facilement atteindre leur double fin.

La famille a ses droits, l'Etat a ses droits, la profession a ses droits, la Société des Nations a ses droits, l'Eglise a ses droits. Mais tous ces droits doivent se respecter.

De là :

a) Tout ce qui met en conflit et fait *se combattre* entre elles ces diverses sociétés est mauvais, comme aussi d'ailleurs tout ce qui tendrait à les confondre ;

b) Tout ce qui les fait s'ignorer et *se séparer* ne peut être admis que comme une nécessité temporaire et locale, comme un moindre mal ;

c) Tout ce qui tend à *les unir et à les coordonner*, est normal et excellent.

Ainsi, l'homme va à Dieu par Jésus-Christ, d'un pas tranquille et sûr, d'une part dirigé et conduit vers sa fin éternelle par la Société surnaturelle, l'Eglise, d'autre part soutenu sur la route par les sociétés naturelles, restaurées et

ennoblies : la famille, la société professionnelle, le groupement politique et la société internationale.

Par là se réalise intégralement la parole de saint Paul : *Omnia vestra sunt, vos autem Christi, Christus autem Dei*, « Tout est à vous, mais vous, vous êtes au Christ, et le Christ est à Dieu ».

職業組合，政治團體，以及國際團體，維持輔翼俾達終向。

由是而聖保祿之言乃完全實現矣；其言維何，即「萬物皆屬於爾，惟爾實屬耶穌，而耶穌則屬造物」是也。

INDEX ALPHABÉTIQUE.

(Les chiffres renvoient aux articles.)

- Accaparement, 90.
 Actionnariat du travail, 97 seq.
 „ syndical, 97.
 Actions de capital, 117, 119.
 „ de l'entreprise, 117 seq.
 „ de travail, 119.
 Agents commerciaux, 130.
 Agiotage, 109 seq.
 Agraire (Problème), 78.
 Alcoolisme, 17.
 Allocations familiales, 63, 89, 120.
 Amour fraternel. V. *Charité*.
 Apostolat, 62.
 Arbitrage, 102.
 „ international, 138.
 Aristocratie, 38.
 Armements, 138.
 Assemblées politiques, 31.
 Assistance (Institutions d'), 134.
 „ privée; publique, 134.
 Association (Droit d'), 49, 94.
 Assurances, 114.
 „ sociales, 14 seq.
 Aumône: devoir, 134.
 Autonomie de la personne humaine, 48.
 „ des exploitations publiques, 86.
 Autorité: dans l'Etat, 35 seq.
 „ : dans la profession, 92.
 Banque nationale, 132. V. aussi *Bourse*.
 Bénéfices de l'industrie, 17.
 Benoît XV, 138.
 Bien commun: raison d'être de l'Etat, 9, 35; limite des droits de l'Etat, 40; but de la justice sociale, 134; international, 135, 138.
 Bourse, 97, 109 seq.; fixe le prix courant, 104; des marchandises, 113.
 Cahier des charges, 89.
 Caisses de prévoyance, 70.
 Campagnes: agriculture, désertion, 78.
 Canaux, 133.
 Capital, 68 seq.
 Capitalistes, 97.
 Cartels, 96.
 Catholicisme. V. *Eglise*.
 Catholiques sociaux, 121.
 Célibat, 62.
 Central (Pouvoir), 133.
 Charges familiales, 63.
 „ publiques: répartition, 16, 30,
 „ sociales, 134, 163, 121, 122, 126.
 Charité et justice, 134 seq. V. aussi
 Chemins de fer, 132. [*Justice*,
 Chômage, 70; assurance, 114.
 Chrétienne (Education), 23.
 „ (Organisation), 51 seq.
 Citoyen: droits et devoirs, 38.
 „ : vote plural, 31.
 Civilisation, 9.
 Clases: organisation, 51 seq.
 Cogestion, 97.
 Collectivisme, 84.
 Colonisation, 64 seq.
 Commerce, 57 seq.
 „ international, 130, 135.
 Concessions (Régime des), 132.
 Conciliation, 102.
 Concordat, 55.
 Concours du capital et du travail, 68.
 Concurrence légitime, 86.

- Confiscation, 127.
 Conscience individuelle, 141, 142.
 " publique, 126.
 Conseil économique national, 131.
 Consommateurs: fixation des prix, 104.
 " (Protection des), 129.
 " et producteurs, 8, 104.
 Constitution, 4, 38, 48.
 Consulats, 130.
 Continence, 62.
 Contrat de travail, 118.
 " collectif, 95, 116.
 Copropriété, 97.
 Crédit (Institutions de), 107.
 Dégrevements fiscaux, 63.
 Délégations pour cogestion, 98.
 Démocratique (Forme), 38, 141.
 Dimanche (Repos du), 129.
 Disette, 90.
 Divorce, 14.
 Dominical (Repos), 129.
 Douane, 130.
 Droit (v. aussi *Liberté*) au travail, 70.
 " commun (Régime du), 55, 56.
 " d'association, 49, 94.
 " de travailler, 5.
 " international, 135, 139.
 Droits (v. aussi *Impôts*) de douane, 130.
 " de succession, 81.
 Ecole: fin, 19; principes directeurs, 24 seq. V. aussi *Education; Instruction*.
 Economie nationale, 131.
 " politique, 7, 8.
 Economique (Conseil), 131.
 " (Science), 7, 8.
 Education et famille, 18 seq., 63.
 " professionnelle, 93.
 Egalité de nature, 48, 49, 142; des fonctions publ., 50; des prestations, 103.
 Eglise: catholicisme d'Etat, 55.
 " définition, 9, 140 seq.
 " et enseignement, 20 seq.
 " et Etat, 38, 45, 53 seq.
 " et forme de gouvernement, 38.
 " et S. D. N., 139.
 " et vie économique, 8.
 " gardienne de la morale, 8.
 Emigration, 64 seq.
 " forcée, 78.
 Employeurs et employés, 94 seq.
 Enseignement. V. *Instruction. Dance*.
 Entraide, 52, 136. V. aussi *Interdépendance*.
 Entreprises (Gestion des), 97 seq.
 " (Protection des), 129.
 " d'intérêt général, 133.
 " en régie, 132.
 " : nationalisation, 82 seq.
 " : organisées en services publics, 98.
 " : prospérité, 115. [b]lics, 98.
 Equilibre mondial, 66.
 Etat: définition, 128, 133.
 " : devoirs en matière scolaire, 22.
 " : droit de regard, 88.
 " : éléments constitutifs, 32 seq.
 " : et Eglise, 38, 45, 53 seq.
 " : et vie économique, 128 seq.
 Exploitations publiques autonomes, 86.
 Expropriation, toujours subordonnée à l'octroi d'une juste et préalable indemnité, 78, 83.
 Facteurs de la production, 68 seq.
 Famille, 10 seq.
 " : allocations familiales, 63, 89, 120.
 " : patrimoine, 79.
 " : politique familiale, 69.
 Familles nombreuses, 63.
 Fin de l'homme, 1, 140.
 Fleuves, 133.
 Fonctionnaires: grève illégitime, 101.
 Fonctions publiques (Egalité des), 50.
 Force matérielle, 40.
 Forêts, 133.
 Formes de gouvernement, 38, 39, 141.
 Fraudes à poursuivre, 126.
 Gestion des entreprises, 97 seq., 119.
 " publique, 87.
 Gouvernement: formes, 38, 39, 141. V. *Grâce divine, 142. [aussi Etat, Société]*.
 Grève, 99 seq.
 Guerre, 90, 137 seq.
 Habitation. V. *Logement*.
 Héritage. V. *Succession*.
 Homme, 1 seq.
 " (Droits de l'), 46.

- Homme : propagation de l'espèce, 13, 62.
Hygiène, 54, 129.
Immoralité, 16, 17.
Impôt, 121 seq.
 " progressif, 123, 124.
 " unique, 124.
Impôts de mutation excessifs, 28, 81, 127.
 " directs, 125.
 " indirects, 124.
 " somptuaires, 126.
 " sur les successions, 28, 81, 127.
 " : dégrèvement, 63.
 " : répartition équitable, 30, 50.
Indigènes : éducation, 67.
Individualisme, 1, 4.
Inégalités accidentelles, 50.
Inflation monétaire, 58, 108.
Initiative privée : doit être soutenue par
 l'Etat, 22, 45 seq., 130 seq.
 " " et assistance, 134.
 " " et propriété privée, 77.
 " " : ses limites, 86.
Instituteur, 19, 20.
Instruction, 18 seq. ; religieuse, 18, 26.
 " (Liberté d'), 49.
 " professionnelle, 93.
Instruments de production, 75.
Interdépendance dans la profession, 91.
 " des classes, 52.
 " des nations, 135, 139.
 " des sociétés, 143.
Internationale (Vie), 135 seq.
Invalidité (Pensions d'), 30.
Juif (Peuple), 37.
Justice commutative, 103, 108, 134.
 " distributive, 30, 134.
 " et impôt, 123.
 " légale, 134.
 " sociale, 121, 134.
 " et charité, 134 seq. ; dans les
 grèves, 99 ; dans les syndicats,
 96 ; dans tous les organismes
 sociaux, 140.
Législation et propriété privée, 77.
 " du travail, 139.
 " V. aussi *Loi*.
Léon XIII, 36, 50, 70, 71, 84, 106.
Liberté, 46 seq. V. aussi *Initiative priv.*
 " contractuelle, 89.
 " de la presse, 49.
 " d'enseignement, 49.
 " de pensée, 49.
 " personnelle, 46, 49.
 " testamentaire, 81.
Logement, 17.
 " (Insuffisance du), 63.
Loi : définition, 40.
 " morale, 42.
 " naturelle, 42.
 " positive divine, 40.
Lois de succession, 79 seq.
 " économiques, 57 seq.
 " fiscales, 121 seq.
 " physiques, 58.
 " sur la propriété, 77.
 " sur le travail, 129, 139.
Luxe (Impôt sur le), 126.
Maître, instituteur, 19, 20.
Malthusianisme (Néo-), 17, 62.
Marchés à prime, 110.
Mariage, 11 seq. ; ajournement, 61, 62.
 " : matière mixte, 54.
Médecine (Exercice de la), 50.
Mercier (C^{al}), 139.
Métaphysique, 59.
Mines, 133.
Monarchique (Forme), 33, 141.
Monnaie, 111 ; inflation, 58, 108.
 " fiduciaire, 132.
Morale : a l'Eglise pour gardienne, 8.
 " : domine la sociologie, 6, 8, 142.
Mutation (Impôts de), 22.
Nationalisation des entreprises, 82 seq. ;
 aboutit au collectivisme, 84.
Nations (Fraternité des), 139.
 " (Société des), 135 seq.
Nature, facteur de la production, 68.
Naturel et surnaturel, 62, 140.
Néo-malthusianisme, 17, 62.
Obéissance à la loi, 41.
Objectivisme, 5.
Offre et demande, 58, 104, 105.
Organisation chrétienne des classes, 51
 " du travail, 9, 29. 1 seq.

(Les chiffres renvoient aux articles.)

- Organisation professionnelle, 91 seq.,
 Orientation professionnelle, 93. [116.
 Ouvrière (Protection), 129.
 Ouvriers et taylorisation, 72.
 „ V. aussi *Travail*.
 Paix internationale, 137.
 Partage forcé, 28.
 Patrimoine familial, 79.
 Patron, 103.
 „ (employeur), 94 seq.
 Pauvres (Soin des), 134.
 Pensions d'invalidité, 30.
 Personnalité de l'Etat, 42.
 Personne humaine, 46.
 „ morale, 42.
 „ physique, 41.
 Pétrole, 133.
 Phénomènes économiques, 58, 59.
 Philosophie chrétienne, 3, 59.
 Police, 54.
 Population, 60 seq.
 Ports, 133.
 Positiviste (Sociologisme), 3.
 Postale (Union), 135.
 Pouvoir central : n'est pas l'Etat, 133 ;
 son rôle dans l'Etat, 45.
 Pouvoirs (Les deux), 56.
 „ publics, 70, 112.
 Presse (Liberté de la), 49.
 „ immorale, 17.
 Prêt. V. *Crédit ; Usure*.
 Prêtre, 62.
 Prime (Marché à), 100.
 Primes, 97.
 Prix (Juste), 103.
 „ conventionnel, 104.
 „ courant, 104, 105.
 „ de bourse, 111.
 „ de revient, 105.
 „ du marché, 104.
 Producteurs, 8, 104.
 Production (Facteurs de la), 68 seq.
 Profession, 91 ; droit à l'instruction, 23 ;
 organisation, 116.
 Profits : répartition, 16.
 Proletariat rural, 78.
 Propagande immorale, 16.
 Propriété (Accession à la), 86.
 „ (Droit de), 27, 49, 74 seq., 127.
 „ ecclésiastique, 54.
 „ littéraire et industrielle, 135.
 „ : principe ébranlé par impôts
 trop élevés, 127.
 „ : privée, principes, 74 seq.
 Protection ouvrière (Lois de), 129.
 Protectorat (Pay : de), 66.
 Providence, 45, 61.
 Reconstruction, 139.
 Regard (Droit de), 88.
 Régie, 88.
 „ directe, 132.
 „ intéressée, 132.
 Réglementation du travail, 5, 9, 129, 139.
 Règne social, 140.
 Religion : bien social par excellence, 65.
 „ : définition, 141.
 „ : et syndicats, 96.
 „ : unité de croyance, 26.
 „ : V. aussi *Eglise*.
 Repos dominical, 129.
 Représentation : vote familial, 31.
 Revient (Prix de), 105.
 Révolte (Droit de), 39.
 Révolution, 39.
 Richesses (Production des), 68 seq.
 Salaire, 70, 89, 114 seq.
 „ minimum, 114, 115.
 „ vital, 114, 120.
 Séparation de l'Eglise et de l'Etat, 55, 56.
 Services publics, 82 seq., 98.
 „ : grève illégitime, 100, 102.
 Socialisation, 73.
 Socialisme, 3.
 Société : n'est pas immortelle, 1 ; ni an-
 térieure à ses membres, 5 ; est
 nécessaire à l'homme, 2, 3, 5, 36.
 „ civile, 9.
 „ civique, 32 seq.
 „ conjugale, 12.
 „ des Nations, 9, 139.
 „ familiale, 9.
 „ politique, 9.
 „ professionnelle, 9.
 „ surnaturelle, 9, 140 seq.

- | | |
|--|---|
| <p>Sociétés (Les), 9.
 „ naturelles, 143.
 Sociologie, 6 seq.
 Sociologisme positiviste, 3, 5.
 Solidarité sociale, 5. V. aussi <i>Interdé-</i>
 Souveraineté de l'Eglise, 55. [<i>pendance.</i>
 „ del'Etat, 34; doit être limi-
 „ des colonies, 66.]<i>tée</i>, 136.
 Spéculation, 105, 109 seq.
 „ injuste, 129.
 Subjectivisme, 4.
 Succession, héritage: principes, 27 seq.
 „ (Lois de), 79 seq.
 Successions, impôt, 28, 81, 127.
 Suffrage (vote), 31.
 Syndical (Actionnariat), 97.
 Syndicats, 91 seq.; 116.
 „ d'employés, 94.
 „ d'ouvriers, 94.
 „ mixtes, 116.
 „ patronaux, 94.
 Taxation officielle des prix, 104.
 Taxes. V. <i>Impôts</i>.
 Taylorisation, 72.
 Tempérance, 68.
 Testamentaire (Liberté), 81. V. aussi
 Tolérance du mal, 49. [<i>Succession.</i>
 Traités internationaux, 135 seq.
 Transports en commun, 63.</p> | <p>Travail (Contrat de),
 „ (Droit au), 5, 70.
 „ (Liberté du), 70.
 „ (Protection du), 129.
 „ : actionnariat, 97.
 „ : de nuit, 129.
 „ : désorganisation, 16.
 „ : facteur de la production, 68 seq.
 „ : obligation, 5, 70.
 „ : organisation, 9, 29.
 „ : quotidien, durée, 129.
 „ : réglementation, 5, 9, 129, 139.
 Tuberculose, 17.
 Union des classes, 52.
 „ des diverses sociétés, 143.
 Usure, 103 seq., 129.
 „ déguisée, 90.
 „ : répression, 90.
 Valeur (Juste), 103 seq.
 Vie civique, 32 seq.
 „ divine, 9.
 „ économique, 57 seq.
 „ familiale, 10 seq.
 „ humaine: richesse par excellence
 60; protection, 129.
 „ internationale, 135 seq.
 „ surnaturelle, 52, 54, 140 seq.
 Vote plural, 31.</p> |
|--|---|



一千九百三十年夏

(社會律)

(法華合訂, 每本大洋一角六分)
(華文, 每本大洋八分)

141-2 人生觀 第二版 每冊大洋四分

111 慈善事業概畧 初版 每冊大洋九分

808-1 今日社會的問題 第二版 每冊大洋五分

173-2 家庭教育簡編 初版 每冊大洋三分

93-3 天主教適合人性 初版 每冊大洋三分半

版 權
所 有
1930
准 姚 敦 主 京 南

[